

DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

Compendium 2019





**© GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ**

chaussée de Louvain, 467
B-1030 Bruxelles
Tél.: +32 (0) 2 241 84 20
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

La reproduction est autorisée,
moyennant mention de la source et de l'auteur
Photo de couverture : Endless War / Raf Schoenmaekers

Prix : 10 euros

ISSN : 2466-6734
ISBN : 978-2-87291-168-4

Retrouver ce rapport sur :
www.grip.org/fr/node/2896



Les rapports du GRIP sont également
diffusés sur www.ifdoc.com,
l'édition universitaire en ligne.



Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation permanente
de la Fédération Wallonie-Bruxelles
www.educationpermanente.cfwb.be

Avec le soutien de la



Wallonie

Ce rapport est publié dans le cadre du programme « Cellule de veille sur la production et les transferts d'armes dans le monde » subventionné par la Région wallonne. Les informations délivrées et les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur et ne sauraient refléter une position officielle de la Région wallonne.

DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

Compendium 2019

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
Les dépenses militaires	4
La production d'armements	4
Les transferts d'armements conventionnels majeurs	5
TENDANCES DES DÉPENSES MILITAIRES DANS LE MONDE, 2018	7
Tendances générales	7
Top 15 des dépenses militaires en 2018	7
Tendances régionales	11
LE TOP 100 DES ENTREPRISES DE PRODUCTION D'ARMES ET DE SERVICES MILITAIRES SELON LE SIPRI, 2017	21
Évolutions du top 100	21
Les principaux pays producteurs d'armes	23
TENDANCES DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMEMENTS, 2018	35
Tendances générales	35
Les exportateurs, 2014-2018	35
Les importateurs, 2014-2018	41
ANNEXES	49

INTRODUCTION

Les données et statistiques publiées dans ce rapport sont une synthèse des données et statistiques les plus récentes relatives aux dépenses militaires mondiales, à la production et aux transferts internationaux d'armements conventionnels publiées par le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) à Stockholm. Certains tableaux en annexes sont complétés par des statistiques socio-économiques extraites des bases de données d'Eurostat, du FMI, ou d'autres producteurs de données. Dans tous les cas, les sources sont clairement indiquées.

Ce Compendium 2019 annule et remplace toutes les données contenues dans les versions antérieures. Il est une analyse condensée des tendances en matière de dépenses militaires, de production et de commerce des armes. Il propose des faits et des statistiques de base directement exploitables par le lecteur et régulièrement mis à jour sur les sites Internet du SIPRI et du GRIP¹. Pour le lecteur qui souhaite approfondir une thématique, il est également un outil précieux qui facilitera l'accès et la compréhension des bases de données et analyses plus complètes du SIPRI.

Encadré 1.

Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)

Le SIPRI a été créé à l'initiative du Parlement suédois en 1966 afin de commémorer 150 ans d'une paix ininterrompue pour la Suède. Institut international indépendant spécialisé dans la recherche sur les conflits, les armes et leur contrôle, et le désarmement, le SIPRI fournit des données, analyses et recommandations basées sur des sources ouvertes, aux décideurs politiques, chercheurs, médias ainsi qu'à tout public intéressé.

Un couple exceptionnel en aura marqué les premières années, en se succédant à la tête du premier conseil d'administration. Alva Myrdal tout d'abord : écrivaine, successivement diplomate, parlementaire et membre du gouvernement suédois, elle sera nommée en 1962 représentante de la Suède à la Conférence sur le désarmement à Genève. Cheffe de file des pays non alignés, elle exercera dès ce moment une pression permanente sur les deux superpuissances pour les amener sur la voie de mesures concrètes en faveur d'une réduction et du contrôle des armements. Cette ténacité sera récompensée par le prix Nobel de la Paix en 1982. Inlassable militante pour la paix, mais également convaincue de la nécessité d'aborder la lutte pour la paix et le désarmement selon une méthode rigoureuse, elle contribua à faire rapidement du SIPRI une référence internationalement reconnue. Son mari, Gunnar Myrdal, économiste engagé, de réputation internationale et lauréat du Prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel en 1974, lui succéda à la présidence du SIPRI de 1968 à 1973.

Le SIPRI publie depuis 1969 un annuaire, le *SIPRI Yearbook*, qui est devenu un ouvrage de référence aussi bien pour les gouvernements que pour les organisations non gouvernementales et les milieux académiques.

1. Lien direct : <http://www.grip.org/fr/databases>

Les dépenses militaires

La section 2 de ce Compendium est une traduction du « *SIPRI Fact Sheet – Trends in World Military Expenditure, 2018* »². Les données relatives aux **dépenses militaires** dans le monde sont établies par le SIPRI selon une méthodologie rigoureuse sur la base des informations fournies par les gouvernements et les organisations internationales (OTAN, FMI, OCDE, PNUD)³.

La *SIPRI Military Expenditure Database* fournit des données sur les dépenses militaires par pays pour les années 1949-2017, en devises nationales aux prix courants, en dollars courants ou constants aux prix de 2017, en pourcentage du PIB, en pourcentage des dépenses publiques, et par habitant.

Dans la mesure du possible, les données du SIPRI sur les dépenses militaires comprennent toutes les dépenses courantes et en capital relatives aux forces armées, y compris les forces de maintien de la paix ; les ministères de la défense et d'autres organismes gouvernementaux engagés dans des projets de défense ; les forces paramilitaires, lorsqu'on estime qu'elles sont formées et équipées pour des opérations militaires ; et les activités spatiales à caractère militaire.

Ces dépenses comprennent le personnel militaire et civil, y compris les retraites et les services sociaux liés au personnel ; les opérations et la maintenance ; l'approvisionnement ; la recherche et le développement militaire ainsi que l'aide militaire (dans les dépenses militaires du pays donateur). La défense civile et les dépenses courantes relatives aux activités militaires antérieures – telles que les avantages alloués aux anciens combattants, la démobilisation et la destruction d'armes – n'en font pas partie.

La base de données et d'autres détails sur les sources et les méthodes utilisées sont disponibles à <<https://www.sipri.org/databases/milex>>.

La production d'armements

La section 3 de ce Compendium est une traduction du « *SIPRI Fact Sheet – The SIPRI Top 100 Arms-producing and Military Services Companies, 2017* »⁴ et est consacrée aux principaux **groupes industriels de production d'armement** dans le monde.

2. Tian N., Fleurant A., Kuimova A., Wezeman P. D. et Wezeman S.T., *Trends in World Military Expenditure, 2018* (SIPRI, avril 2019), <https://www.sipri.org/publications/2019/sipri-fact-sheets/trends-world-military-expenditure-2018>

3. Pour une explication de la méthodologie, voir : http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database/copy_of_sources_methods

4. Fleurant A., Kuimova A., Tian N., Wezeman P. D. et Wezeman S.T., *The SIPRI Top 100 arms-producing and military services companies, 2017* (SIPRI, décembre 2018),

Les éditions du Compendium antérieures à 2017 se référaient aux données du Top 100 publiées par la revue spécialisée *Defense News*. Les archives relatives au Top 100 des groupes de l'armement dans le monde établi par *Defense News* depuis 1998 sont toujours disponibles dans la rubrique « Chiffres clés » sur le site Internet du GRIP : <<http://www.grip.org/fr/node/1715>>. Ce Top 100 diffère peu de celui établi par le SIPRI pour les grandes entreprises dans le haut du classement, mais peut présenter des divergences significatives pour la suite du classement. Le GRIP privilégie désormais le Top 100 établi par le SIPRI, établi sur la base d'une méthodologie rigoureuse, et qui présente aussi l'avantage de répertorier les principales filiales des grands groupes.

Les transferts d'armements conventionnels majeurs

La section 4 de ce Compendium est une traduction du « *SIPRI Fact Sheet – Trends in International Arms Transfers, 2018* »⁵. Les données et informations relatives aux **transferts internationaux d'armements conventionnels** sont extraites des bases de données et publications du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI).

Depuis le 12 mars 2018, la base de données en libre accès libre du SIPRI sur les transferts d'armes comprend des données sur les transferts d'armes en 2017 et des informations actualisées pour la période 1950-2017. La base de données vise à favoriser une meilleure compréhension des effets des flux d'armes sur la paix, la stabilité et les conflits violents. Cette *Fact Sheet* utilise les nouvelles données pour résumer les tendances et les schémas mondiaux, régionaux et nationaux en matière de transferts d'armes, et met en lumière certaines questions et préoccupations connexes. Elle vise à encourager l'utilisation de la base de données à des fins de recherche, d'enquêtes, d'élaboration de politiques et de débats publics.

Cette base de données contient des informations sur tous les transferts internationaux d'armes majeures (les ventes, les dons et la production sous licence) aux États, organisations internationales et groupes armés non étatiques depuis 1950. C'est la seule ressource accessible au public de données cohérentes sur les transferts armes depuis cette date. La base de données peut être utilisée pour suivre les transferts d'armes majeures et répondre à des questions telles que :

- Qui sont les fournisseurs et les bénéficiaires d'armes majeures ?
- Comment les relations entre différents fournisseurs et bénéficiaires ont-elles évolué au fil du temps ?
- Où les pays en conflit se procurent-ils leurs armes ?
- Comment les États appliquent-ils leur réglementation sur le contrôle des exportations ?

5. Fleurant, A., Wezeman, P. D., Wezeman, S. T. et al., *Trends in International Arms Transfers, 2018* (SIPRI, mars 2019),

- Où se produisent les accumulations potentiellement déstabilisatrices d'armes aujourd'hui ?
- Quelles armes majeures ont été exportées ou importées ?

La base de données est disponible en ligne à <<http://www.sipri.org/databases/armstransfers>>.

Le volume des livraisons pouvant fluctuer de manière significative d'une année à l'autre, le SIPRI présente des données pour des périodes de cinq ans, ce qui donne une mesure plus stable des tendances. Les chiffres présentés dans cette Fact Sheet ne correspondent pas toujours aux totaux indiqués en raison des conventions d'arrondis.

Les statistiques du SIPRI, bien que d'une très grande rigueur, doivent être utilisées avec prudence en raison de la méthodologie, souvent mal comprise par le public, les médias et de nombreux chercheurs : les chiffres publiés sont des indicateurs de tendance (*Trend Indicator Value*, TIV) établis selon une grille de prix propre au SIPRI. Le TIV est basé sur une estimation du coût de production unitaire d'un ensemble de types d'armes de référence. Lorsque le prix d'un armement n'est pas connu, il est estimé par comparaison avec les caractéristiques et l'année de production d'un armement comparable. Un armement d'occasion qui a déjà servi dans des forces armées est ainsi estimé à 40 % du prix d'un armement neuf. Un armement qui a fait l'objet d'une révision ou mise à niveau majeure reçoit une valeur correspondant à 66 % de celle d'un équipement neuf. Le lecteur est invité à prendre attentivement connaissance de cette méthodologie sur le site du SIPRI⁶.

Le TIV ne représente donc pas une valeur financière réelle des ventes d'armes, mais a pour objectif d'établir une unité commune pour la mesure de l'évolution dans le temps des flux d'armements entre les pays et les régions. Le TIV ne peut par conséquent en aucun cas être comparé avec, par exemple, le produit intérieur brut ou les chiffres des exportations contenus dans un rapport gouvernemental.

Les statistiques du SIPRI concernent les « armements conventionnels majeurs » (*major conventional weapons*) répartis en une dizaine de catégories : aéronefs, systèmes de défense anti-aérienne et sous-marine, véhicules blindés, artillerie, systèmes radar, missiles, navires, moteurs, satellites et autres.

Par contre, les transferts de technologies ou de services ainsi que certains équipements – dont les armes légères et de petit calibre (ALPC), les pièces d'artilleries d'un calibre inférieur à 100 mm ainsi que les munitions – sont exclus des statistiques du SIPRI. Cette exclusion des ALPC et munitions doit être bien comprise pour l'interprétation des données de certains pays. C'est notamment le cas pour la Belgique, dont une part très importante des exportations porte précisément sur des armes légères et de petit calibre et leurs munitions : les données établies par le SIPRI pour la Belgique ne peuvent par conséquent en aucune façon être comparées à celles communiquées dans les rapports des entités fédérées.

6. Pour une explication de la méthodologie, voir : <http://www.sipri.org/databases/armstransfers/background>

TENDANCES DES DÉPENSES MILITAIRES DANS LE MONDE, 2018

Par Nan TIAN, Aude FLEURANT, Alexandra KUIMOVA, Pieter D. WEZEMAN et Siemon T. WEZEMAN⁷

Tendances générales

Estimées à 1 822 milliards USD en 2018, soit 2,6 % de plus en termes réels par rapport à 2017 et 5,4 % de plus par rapport à 2009, les dépenses militaires mondiales ont augmenté progressivement après avoir atteint, en 2014, leur niveau le plus bas depuis 2009. Il s'agit également d'une progression de 76 % par rapport au niveau le plus bas de l'après-Guerre froide en 1998 (voir figure 1).

Cette Fact Sheet présente une sélection de données régionales et nationales sur les dépenses militaires de 2018 ainsi que les tendances marquant la décennie 2009-2018. Les chiffres proviennent de la base de données SIPRI Military Expenditure Database, qui fournit des données mises à jour sur les dépenses militaires par pays pour les années de 1949 à 2018.

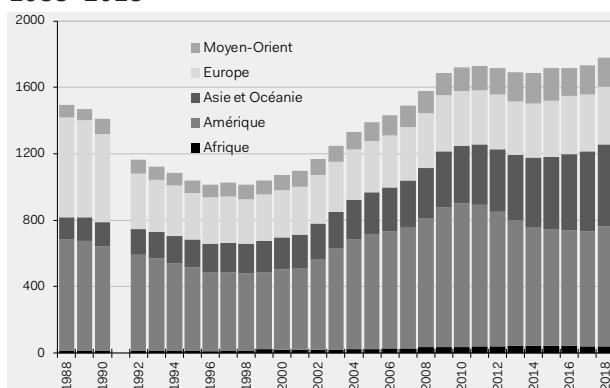
Le fardeau militaire mondial – c'est-à-dire la part du produit intérieur brut (PIB) mondial consacrée aux dépenses militaires mondiales – est tombé à 2,1 % en 2018. Ce niveau est le même qu'en 2014, le plus bas de la période de l'après-Guerre froide. Les dépenses militaires par habitant sont passées de 230 USD en 2017 à 239 USD en 2018, car la croissance de 1,1 % de la population mondiale est inférieure à celle des dépenses militaires.

Top 15 des dépenses militaires en 2018

Les 15 pays affichant les dépenses militaires les plus élevées en 2018 étaient les mêmes qu'en 2017. Toutefois, quelques changements importants sont à souligner dans le classement (voir tableau 1)⁸.

-
7. Dr. Aude Fleurant (Canada/France) est Directrice de Programme au SIPRI, Pieter D. Wezeman (Pays-Bas/Suède) et Siemon T. Wezeman (Pays-Bas) sont chercheurs confirmés au SIPRI et Nan Tian (Chine/Afrique du Sud) est chercheur du Programme armements et dépenses militaires au SIPRI et Alexandra Kuimova (Russie) est assistante de recherche au sein du programme.
 8. Les Émirats arabes unis se classeraient probablement parmi les 15 pays qui dépensent le plus, probablement entre 11 et 15, mais l'absence de données depuis 2014 signifie qu'aucune estimation raisonnable de leurs dépenses militaires ne peut être faite et qu'elles ont donc été omises dans ce classement.

Figure 1.
DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES,
PAR RÉGION (MILLIARDS USD CONSTANT 2017),
1988–2018



Note : L'absence de données pour l'Union soviétique en 1991 entraîne l'impossibilité de calculer un total pour cette année.

Source : SIPRI Military Expenditure Database, avril 2019.

En particulier, la Russie s'est classée en dehors du top cinq pour la première fois depuis 2006. Les cinq pays les plus dépensiers en 2018 sont les États-Unis, la Chine, l'Arabie saoudite, l'Inde et la France, qui représentent ensemble 60 % des dépenses militaires mondiales. Les 15 premiers pays ont dépensé 1 470 milliards USD en 2018 et ont représenté 81 % des dépenses militaires mondiales.

Entre 2009 et 2018, ces 15 pays sauf trois ont augmenté leurs dépenses militaires. Les exceptions sont les États-Unis (-17 %), le Royaume-Uni (-17 %) et l'Italie (-14 %). La Chine (83 %) et la Turquie (65 %) ont enregistré des augmentations particulièrement importantes de leurs dépenses au cours de la décennie. Les dépenses de l'Australie, du Brésil, du Canada, du Canada, de l'Inde, de la Russie, de l'Arabie saoudite et de la Corée du Sud ont augmenté plus modérément (de 10 à 40 %) et celles de l'Allemagne, de la France et du Japon ont augmenté légèrement (moins de 10 %).

Faits principaux

- Les dépenses militaires mondiales ont atteint 1 822 milliards USD en 2018, soit une augmentation de 2,6 % par rapport à 2017 en termes réels.
- Les dépenses militaires totales ont représenté 2,1 % du produit intérieur brut mondial en 2018.
- Les cinq pays qui ont dépensé le plus en 2018 sont les États-Unis, la Chine, l'Arabie saoudite, l'Inde et la France, qui représentent ensemble 60 % des dépenses militaires mondiales. La Russie a été le sixième plus grand dépensier en 2018.
- Les dépenses militaires américaines ont augmenté pour la première fois en sept ans, atteignant 649 milliards USD en 2018. La Chine a augmenté ses dépenses militaires de 5 % et l'Inde de 3,1 %. L'Arabie saoudite les a réduites de 6,5 %, la France de 1,4 % et la Russie de 3,5 %.
- Les dépenses militaires ont augmenté en Amérique centrale et dans les Caraïbes, en Europe centrale, en Asie centrale et du Sud, en Asie de l'Est, en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Europe occidentale.
- Les dépenses militaires ont diminué en Europe orientale, en Afrique du Nord, en Océanie, en Asie du Sud-Est et en Afrique subsaharienne. Les dépenses militaires totales des pays du Moyen-Orient pour lesquels des données sont disponibles ont également diminué.

TABEAU 1.**DÉPENSES MILITAIRES DES 40 PAYS LES PLUS DÉPENSISERS EN 2018 (TOP 40)**

Les chiffres des dépenses et du PIB sont exprimés en dollars américains (USD), aux prix et taux de change courants. Les évolutions sont exprimées en termes réels, en USD constants (2017). Les pourcentages inférieurs à 10 sont arrondis à la première décimale ; ceux supérieurs à 10 sont arrondis aux nombres entiers. L'addition des chiffres et des pourcentages peuvent ne pas correspondre aux totaux ou aux sous-totaux indiqués en raison des conventions d'arrondissement.

Rang		Pays	Dépenses, 2018 (Mrd USD)	Variation, 2009-18 (%)	Dépenses en % du PIB ^b		Part mondiale, 2018 (%)
2018	2017 ^a				2018	2009	
1	1	Etats-Unis	649	-17	3,2	4,6	36
2	2	Chine	[250]	83	[1,9]	[2,1]	[14]
3	3	Arabie saoudite	[67,6]	28	[8,8]	9,6	[3,7]
4	5	Inde	66,5	29	2,4	2,9	3,7
5	6	France	63,8	1,6	2,3	2,5	3,5
Sous-total top 5			1 097	..	..	..	60
6	4	Russie	61,4	27	3,9	3,9	3,4
7	7	Royaume Uni	50,0	-17	1,8	2,4	2,7
8	9	Allemagne	49,5	9,0	1,2	1,4	2,7
9	8	Japon	46,6	2,3	0,9	1,0	2,6
10	10	Corée du Sud	43,1	28	2,6	2,7	2,4
Sous-total top 10			1 347	..	..	..	74
11	13	Italie	27,8	-14	-1,3	1,6	1,5
12	11	Brésil	27,8	17	1,5	1,5	1,5
13	12	Australie	26,7	21	1,9	1,9	1,5
14	14	Canada	21,6	12	1,3	1,4	1,2
15	15	Turquie	19,0	65	2,5	2,5	1,0
Sous-total top 15			1 470	..	..	..	81
16	16	Espagne	18,2	-5,2	1,3	1,3	1,0
17	17	Israël	15,9	-5,8	4,3	6,8	0,9
18	18	Iran	13,2	-10	2,7	3,2	0,7
19	24	Pologne	11,6	48	2,0	1,8	0,6
20	19	Pakistan	11,4	73	4,0	3,3	0,6
21	25	Pays-Bas	11,2	-4,4	1,2	1,4	0,6
22	21	Singapour	10,8	13	3,1	3,9	0,6
23	20	Taiwan	10,7	-2,9	1,8	2,3	0,6
24	23	Colombie	10,6	15	3,2	3,9	0,6
25	22	Algérie	9,6	85	5,3	3,8	0,5
26	26	Indonésie	7,4	99	0,7	0,6	0,4
27	29	Koweït	7,3	39	5,1	4,0	0,4
28	30	Norvège	7,1	23	1,6	1,6	0,4
29	31	Thaïlande	6,8	16	1,3	1,8	0,4
30	28	Oman	[6,7]	69	[8,2]	[7,0]	[0,4]
31	32	Mexique	6,6	36	0,5	0,5	0,4
32	27	Irak	6,3	58	2,7	2,9	0,3
33	33	Suède	5,8	18	1,0	1,2	0,3
34	35	Chili	5,6	25	1,9	2,3	0,3
35	37	Vietnam	5,5	76	2,3	2,3	0,3
36	36	Grèce	5,2	-46	2,4	3,2	0,3
37	39	Belgique	5,0	-12	0,9	1,2	0,3
38	38	Suisse	4,8	6,3	0,7	0,7	0,3
39	43	Ukraine	4,8	69	3,8	[2,8]	0,3
40	46	Roumanie	4,6	112	1,9	1,3	0,3
Sous-total top 40			1 683	..	..	..	93
Total Monde			1 822	5,4	2,1	2,6	100

.. = données non disponibles ou non applicables ; [] = estimation du SIPRI ; PIB = produit intérieur brut.

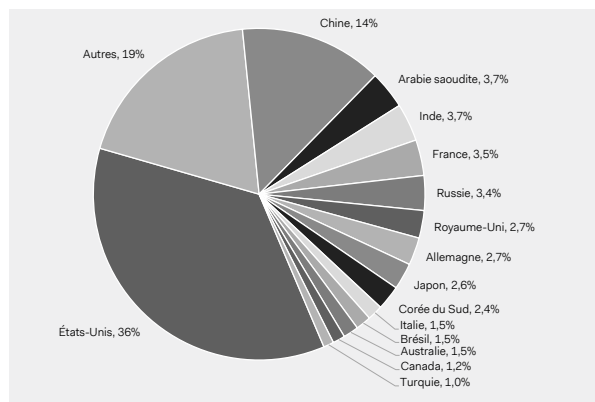
Les classements pour 2017 sont basés sur les chiffres actualisés figurant dans l'édition actuelle de la base de données du SIPRI sur les dépenses militaires. Ils peuvent donc différer des classements pour 2017 indiqués dans l'Annuaire 2018 du SIPRI (SIPRI Yearbook 2018) et dans d'autres publications du SIPRI en 2018.

Les chiffres des dépenses militaires en pourcentage du PIB sont fondés sur des estimations du PIB pour 2018 tirées des bases de données du Fonds monétaire international Perspectives de l'économie mondiale et Statistiques financières internationales.

Sources : SIPRI Military Expenditure Database, avril 2019 ; Fonds monétaire international, World Economic Outlook Database, oct. 2018 ; et Fonds monétaire international ; Base de données des statistiques financières internationales, septembre 2018.

Figure 2.

PART DES DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES DES 15 ÉTATS LES PLUS DÉPENSISERS EN 2018



Source: SIPRI Military Expenditure Database, avril 2019.

À hauteur de 649 milliards USD, les dépenses militaires américaines ont augmenté en 2018 – pour la première fois en sept ans – de 4,6 %. Les États-Unis sont restés de loin le pays le plus dépensier au monde, représentant 36 % des dépenses militaires mondiales en 2018 (voir figure 2). Ils ont consacré presque autant d'argent à leurs dépenses militaires en 2018 que l'ensemble des huit autres pays les plus dépensiers. Toutefois, ces dépenses militaires américaines en 2018 étaient encore inférieures de 19 % à leur niveau record de 2010. Le processus d'adoption du budget du gouvernement américain a été particulièrement difficile au cours

des années 2010, dans le contexte des efforts déployés pour remédier au déficit et équilibrer le budget du pays. Les ressources consacrées à l'armée américaine ont soulevé de sérieux antagonismes au sein-même du Congrès ainsi qu'entre le Congrès et l'Administration.

La Chine, 2e plus grand dépensier militaire, a alloué 250 milliards USD à son armée en 2018, soit l'équivalent de 14 % des dépenses mondiales. En 2018, ses dépenses militaires ont augmenté pour la 24e année consécutive et ont été en 2018 presque dix fois plus élevées qu'en 1994. Leur taux de croissance annuel n'a pourtant cessé de ralentir depuis qu'il a atteint un sommet de 9,3 % en 2013, après 2009. La croissance de 5,0 % en 2018 a été la plus faible depuis 1995. La Chine a suivi une politique consistant à lier la croissance des dépenses militaires à sa croissance économique. Celle-ci étant ralentie en 2018 et atteignant ainsi son plus bas niveau en 28 ans, on peut s'attendre à de plus faibles taux de croissance de ses dépenses militaires, pour autant que la Chine continue de suivre cette politique.

Malgré une baisse de 6,5 % de ses dépenses militaires entre 2017 et 2018, l'Arabie saoudite est restée le troisième pays le plus dépensier au monde au niveau militaire, avec un total estimé à 67,6 milliards USD.

À hauteur de 66,5 milliards USD, les dépenses militaires de l'Inde sont les quatrième plus importantes en 2018. Elles ont augmenté de 29 % au cours de la décennie 2009-2018. Quant à la France, malgré une légère baisse (1,4 %) de ses dépenses militaires entre 2017 et 2018, elle passe du cinquième au sixième rang, la Russie étant devenue quatrième.

Sept des 15 pays les plus dépensiers sont membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) : l'Allemagne, le Canada, les États-Unis la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Turquie. Ensemble, ces sept pays ont représenté 48 % (880

milliards USD) des dépenses militaires mondiales en 2018. Les dépenses totales des 29 membres de l'OTAN se sont élevées à 963 milliards USD en 2018.

Tendances régionales⁹

Entre 2017 et 2018, les dépenses militaires totales ont augmenté dans les Amériques (de 4,4 %), en Asie et Océanie (de 3,3 %) et en Europe (de 1,4 %). La hausse des dépenses militaires en 2018 dans les Amériques a été la première depuis 2010, tandis qu'en Europe, qui a connu des niveaux de dépenses fluctuants entre 2009 et 2018, il s'agissait de la sixième augmentation annuelle de la dernière décennie. En Asie et Océanie, les dépenses ont augmenté chaque année depuis 1988, c'est-à-dire depuis que des estimations régionales fiables sont disponibles. En revanche, les dépenses militaires en Afrique ont diminué pour la quatrième année consécutive en 2018. Globalement, celles des États du Moyen-Orient pour lesquels des données sont disponibles ont également diminué en 2018, de 1,9 %.

Afrique

Les dépenses militaires en Afrique ont chuté de 8,4 % en 2018 pour atteindre 40,6 milliards USD, soit 2,2 % des dépenses militaires mondiales (voir tableau 2). Il s'agit de la diminution annuelle relative la plus importante depuis le sommet atteint en 2014 après la Guerre froide. Malgré quatre années consécutives de baisse, les dépenses militaires en Afrique ont encore augmenté de 9,2 % en 2018 par rapport à 2009.

Les dépenses militaires en Afrique du Nord ont totalisé 22,2 milliards USD en 2018. Il s'agit d'une baisse de 5,5 % par rapport à 2017, pour la deuxième année consécutive (voir figure 3). Néanmoins, les dépenses en 2018 ont augmenté de 74 % par rapport à 2009. En Afrique subsaharienne, les dépenses militaires ont atteint 18,4 milliards USD en 2018, soit 11 % de moins qu'en 2017 et 21 % de moins qu'en 2009. Cette forte diminution signifie que, pour la première fois, l'Afrique du Nord (qui compte seulement quatre pays) a dépensé plus que l'Afrique subsaharienne (qui en compte 45).

Avec un total de 9,6 milliards USD en 2018, l'Algérie affiche de loin les dépenses militaires les plus élevées en Afrique. Alors qu'en termes nominaux, ces dépenses sont restées inchangées depuis 2016, l'inflation a entraîné une baisse de celles-ci en termes réels de 6,1 % entre 2017 et 2018.

La baisse des dépenses de l'Angola et du Soudan (respectivement -18 % et -49 %), explique en grande partie la baisse des dépenses militaires globales de l'Afrique subsaharienne en 2018 (voir tableau 3). Les dépenses militaires de l'Angola ont diminué pour la quatrième année consécutive en 2018 pour atteindre 2 milliards USD. La baisse des prix du pétrole depuis la mi-2014 a soumis l'économie angolaise à de

9. Tous les totaux excluent les chiffres relatifs à certains pays pour lesquels on considère que des estimations raisonnables sont impossibles en raison d'un manque de données à long terme. Ces pays sont Cuba, l'Érythrée, la Corée du Nord, la Somalie, la Syrie, le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

fortes tensions, ce qui a entraîné une réduction des dépenses publiques, y compris militaires. Le Soudan a été confronté à la fois à une crise économique, à la poursuite du conflit violent dans la région du Darfour et à une recrudescence des manifestations antigouvernementales. Cela a contribué à l'évolution instable de ses dépenses militaires au cours des cinq dernières années, dont trois années de diminution (2014, 2015 et 2018) et deux d'augmentation (2016 et 2017).

En Afrique subsaharienne, le Soudan du Sud enregistre également en 2018 diminution notable de ses dépenses militaires (-50 %). Cette baisse, la septième sur ces dix dernières années, a eu lieu dans le contexte de la guerre civile, qui a fait sombrer l'économie dans le chaos. À hauteur de 59,4 millions USD, les dépenses militaires du Soudan du Sud en 2018 n'ont représenté que 4,2 % de leur plus haut niveau atteint en 2011. Ce chiffre est faible et ne tient pas compte du financement (dont le niveau est inconnu) de l'armée, dont on prétend qu'il proviendrait de la compagnie pétrolière nationale.

Contrairement au Soudan du Sud, le Nigéria, deuxième pays d'Afrique subsaharienne le plus dépensier après l'Afrique du Sud, a augmenté ses dépenses militaires pour la première fois en six ans, de 18 %, pour atteindre 2 milliards USD en 2018.

Les Amériques

Les dépenses militaires des Amériques ont atteint 735 milliards USD en 2018, soit 40 % du total mondial. Trois pays de la région figurent parmi le top 15 mondial des dépenses militaires en 2018 : les États-Unis (rang 1), le Brésil (rang 12) et le Canada (rang 14). Les dépenses militaires de la région ont augmenté de 4,4 % entre 2017 et 2018. Toutefois, en 2018, elles sont restées inférieures de 14 % à celles de 2009. Les deux pays d'Amérique du Nord (le Canada et les États-Unis) ont représenté 91 % du total de la région, avec un total de 670 milliards USD, ce qui représente une augmentation de 4,4 % par rapport à 2017, mais un recul de 16 % par rapport à 2009.

Entre 2017 et 2018, les dépenses militaires de l'Amérique centrale et des Caraïbes ont augmenté de 8,8 % pour atteindre 8,6 milliards USD. En 2018, les dépenses sous-régionales ont augmenté de 39 % par rapport à 2009. Les dépenses militaires sud-américaines ont augmenté de 3,1 % (atteignant 55,6 milliards USD) en 2018, la deuxième augmentation annuelle depuis 2014. Elles ont augmenté de 16 % par rapport à 2009.

Le Brésil (50 %), la Colombie (19 %), le Chili (10 %) et l'Argentine (7,5 %) ont été les principaux contributeurs aux dépenses militaires totales en Amérique du Sud. Ensemble, ils ont représenté environ 87 % des dépenses de la sous-région en 2018.

Les dépenses militaires du Brésil ont augmenté de 5,1 % entre 2017 et 2018 (27,8 milliards USD) et de 17 % entre 2009 et 2018, et ce malgré le ralentissement économique que connaît le Brésil et les contraintes qui pèsent sur ses dépenses publiques.

Tableau 2.
DÉPENSES MILITAIRES, PAR RÉGION
ET SOUS-RÉGION, 2018

Région et sous-région	Dépenses, 2018 (Mrd \$)	Variation (%) ^a		Part mondiale, 2018 (%)
		2017-18	2009-18	
Monde	1822	2,6	5,4	100
Afrique^a	(40,6)	-8,4	9,2	2,2
Afrique du Nord ^a	(22,2)	-5,5	74	1,2
Afrique Sub-saharienne	18,4	-11	-21	1,0
Amérique^b	735	4,4	-14	40
Amérique centrale et Caraïbes ^b	8,6	8,8	39	0,5
Amérique du Nord	670	4,4	-16	37
Amérique du Sud	55,6	3,1	16	3,1
Asie et Océanie^c	507	3,3	46	28
Asie centrale et du Sud ^d	85,9	4,2	36	4,7
Asie de l'Est ^e	350	4,1	54	19
Asie du Sud-Est	29,1	-2,9	20	1,6
Océanie	41,9	-0,8	33	2,3
Europe	364	1,4	3,1	20
Europe centrale	28,3	12	35	1,6
Europe orientale	69,5	-1,7	29	3,8
Europe occidentale	266	1,4	-4,9	15
Moyen-Orient^f	..	..	..	..

(.) = Estimation incertaine.

a Évolution en termes réels.

b Le total exclut l'Érythrée et la Somalie pays pour lesquels il n'a pas été possible de produire une série d'estimations fiables.

.. = données non disponibles ou non applicables ; () = estimation incertaine.

a Les chiffres excluent l'Érythrée et la Somalie.

b Les chiffres excluent Cuba.

c Les chiffres excluent la Corée du Nord, le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

d Les chiffres excluent le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

e Les chiffres excluent la Corée du Nord.

f Le SIPRI ne dispose d'aucune estimation pour le Moyen-Orient pour la période 2015-2018. Le total mondial inclut cependant une estimation approximative concernant cette région (à l'exclusion du Qatar et Syrie).

Source: SIPRI Military Expenditure Database, avril 2019.

Le Venezuela a été le deuxième pays d'Amérique du Sud en termes de dépenses jusqu'en 2013. Depuis lors, cependant, une grave crise économique a considérablement fait diminuer ses dépenses militaires, de 71 % entre 2013 et 2017. Le SIPRI n'a pas estimé les dépenses militaires du Venezuela en USD courants ou constants ni en pourcentage du PIB en 2018 en raison d'un manque de données fiables. La base de données sur les dépenses militaires fournit tout au plus une estimation du budget militaire nominal pour 2018 en devise locale.

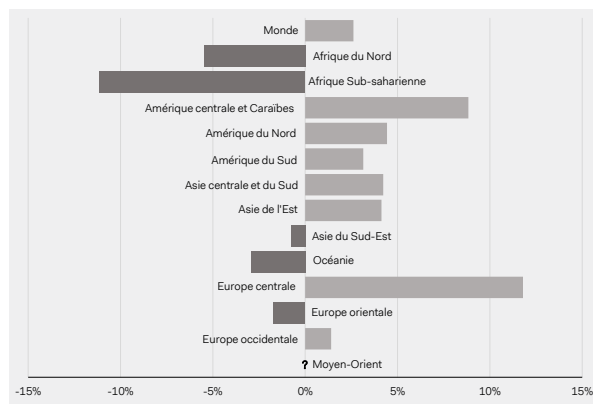
Les dépenses militaires du Mexique ont représenté 77 % du total des dépenses militaires en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Ses dépenses militaires ont augmenté de 10 % (à 6,6 milliards USD) en 2018, soit la première augmentation annuelle depuis 2015. Depuis plus d'une décennie, le Mexique militarise ses efforts de lutte

contre les cartels de la drogue en déployant l'armée aux côtés de la police nationale et de la gendarmerie.

Asie et Océanie

Les dépenses militaires en Asie et Océanie se sont élevées à 507 milliards USD en 2018 et ont représenté 28 % des dépenses militaires mondiales. Cinq des pays du top 15 en 2018 se trouvent dans cette région : la Chine (rang 2), l'Inde (rang 4), le Japon (rang 9), la Corée du Sud (rang 10) et l'Australie (rang 13). C'est la seule région où la croissance annuelle a été continue depuis 1988, et l'augmentation de 46 % entre 2009 et 2018 a été de loin la plus importante de toutes les régions. Elle s'explique principalement par l'augmentation des dépenses chinoises qui, en 2018, ont représenté 49 % des dépenses

Figure 3.
ÉVOLUTION DES DÉPENSES MILITAIRES,
PAR RÉGION, 2017-18



Note : Le tableau ne comporte aucune estimation de l'évolution des dépenses militaires au Moyen-Orient car les données de la période 2015-2018 sont très incertaines. Toutefois, l'estimation du total mondial inclut une estimation approximative concernant cette région.

Source: SIPRI Military Expenditure Database, avril 2019.

totales de la région, contre 31 % en 2009.

Entre 2017 et 2018, les dépenses militaires ont augmenté en Asie centrale et du Sud (4,2 %) et en Asie de l'Est (4,1 %), alors qu'elles ont diminué en Asie du Sud-Est (-0,8 %) et en Océanie (-2,9 %). D'importantes augmentations ont été enregistrées dans les quatre sous-régions entre 2009 et 2018, allant de 20 % en Océanie à 54 % en Asie de l'Est. Seuls 8 des 27 pays d'Asie et Océanie pour lesquels des données sont disponibles pour 2018 affichent une diminution de leurs dépenses militaires entre 2009 et 2018.

Les dépenses militaires de l'Inde ont augmenté en 2018 pour la cinquième

année consécutive, de 3,1 % par rapport à 2017. Elles ont atteint 66,5 milliards USD et augmenté de 29 % par rapport à 2009. Malgré cette augmentation, le fardeau militaire de l'Inde en 2018 atteignait l'un de ses niveaux les plus bas depuis le début des années 1960 : 2,4 % du PIB contre 2,9 % en 2009. L'augmentation des dépenses militaires indiennes est largement motivée par les tensions et la rivalité avec le Pakistan et la Chine.

Les dépenses militaires du Pakistan en 2018 se sont élevées à 11,4 milliards USD, ce qui en fait le 20^e pays le plus dépensier au monde. Elles ont augmenté chaque année depuis 2009, de 73 % entre 2009 et 2018 et de 11 % entre 2017 et 2018. Le fardeau militaire du Pakistan en 2018 représentait 4 % du PIB, soit le niveau le plus élevé depuis 2004.

Les dépenses militaires du Japon se sont élevées à 46,6 milliards USD en 2018, demeurant quasi inchangées par rapport à 2017 (-0,1 %). Elles ont représenté 0,9 % du PIB.

En Corée du Sud, la tendance à la hausse des dépenses militaires depuis 2000 s'est poursuivie. En 2018, ces dépenses ont atteint 43,1 milliards USD, soit une augmentation de 5,1 % par rapport à 2017 et de 28 % par rapport à 2009.

Les dépenses militaires australiennes se sont élevées à 26,7 milliards USD en 2018, soit une augmentation de 21 % entre 2009 et 2018, mais une diminution de 3,1 % entre 2017 et 2018. Ces dépenses, qui comportent notamment d'importantes acquisitions d'armes, ont augmenté au cours de la dernière décennie en réponse à une perception accrue des menaces à sa sécurité.

TABLEAU 3.
LES PLUS FORTES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS RELATIVES
DES DÉPENSES MILITAIRES, 2017-2018

Les chiffres des dépenses sont exprimés en dollars américains, aux prix et taux de change courants. Les variations sont exprimées en termes réels, en dollars constants (2017). Les pourcentages inférieurs à 10 sont arrondis à la première décimale ; ceux supérieurs à 10 sont arrondis aux nombres entiers. Les pays dont les dépenses militaires en 2018 sont inférieures à 100 millions USD (ou 50 millions USD en Afrique) sont exclus.

Pays	Dépenses militaires, 2018 (mio USD)	Augmentation 2017-18 (%)	Pays	Dépenses militaires, 2018 (mio USD)	Diminution 2017-18 (%)
Burkina Faso	312	52	Soudan du Sud	59,4	-50
Jamaïque	208	40	Soudan	1 048	-49
Arménie	609	33	Benin	90,2	-28
Bosnie Herzégovine	221	26	Congo, Rép. du	292	-27
Tuquie	18 967	24	Trinidad et Tobago	169	-18
Lettonie	680	24	Angola	1 984	-18
Bulgarie	1 096	23	Irak	6 318	-16
Ukraine	4 750	21	Barhein	1 397	-11
Zimbabwe	420	19	Gabon	261	-10
Lituanie	1 030	18	Condo, RDC	295	-10
Tchèque, Rép.	2 710	18	Iran	13 194	-9,5
Nigéria	2 043	18	Myanmar	2 030	-8,9
Roumanie	4 609	18	Lesotho	51,1	-8,8
Ouganda	408	17	Sri Lanka	1 681	-8,4
Kazakhstan	1 614	16	Malaisie	3 470	-8,2

Source : SIPRI Military Expenditure Database, avril 2019.

Certains pays d'Asie et Océanie dont les dépenses militaires étaient déjà moins importantes, comme la Malaisie et l'Afghanistan, ont encore considérablement diminué ces dépenses au cours des dernières années. Malgré les tensions persistantes avec ses voisins au sujet des droits en mer de Chine méridionale et sa forte croissance économique ces dernières années, les dépenses militaires de la Malaisie ont diminué en 2018 (8,2 %) pour la troisième année consécutive. Ces diminutions s'inscrivent dans une volonté de réduire le déficit du budget et de la dette du pays.

En 2017, les dépenses militaires de l'Afghanistan avaient diminué de 26 % par rapport à 2009, mais en 2018, elles ont augmenté de 6,7 % pour atteindre 198 millions USD.

Le fardeau militaire de l'Afghanistan, qui représentera 1 % du PIB en 2018, est peut-être étonnamment faible compte tenu de l'intensité élevée du conflit entre le gouvernement afghan et l'insurrection talibane. Cependant, la majeure partie du coût financier de la guerre en Afghanistan a été supportée par les États-Unis.

Europe

Les dépenses militaires totales de l'Europe ont augmenté de 1,4 % pour atteindre 364 milliards USD en 2018. En Europe centrale et en Europe occidentale, elles affichent

une augmentation. Celles de l'Europe orientale ont diminué. L'Europe représente 20 % des dépenses militaires mondiales, ce qui en fait la troisième région la plus dépensière, derrière les Amériques et l'Asie et Océanie. Cinq pays parmi le top 15 mondial des dépenses militaires se trouvent en Europe : la France (rang 5), la Russie (rang 6), le Royaume-Uni (rang 7), l'Allemagne (rang 8) et l'Italie (rang 11).

Les dépenses militaires d'Europe occidentale se sont élevées à 266 milliards USD en 2018, soit près de trois quarts des dépenses européennes. Il s'agit d'une augmentation de 1,4 % par rapport à 2017, mais d'une diminution de 4,9 % par rapport à 2009. Les dépenses militaires d'Europe orientale ont atteint 69,5 milliards USD en 2018, soit 1,7 % de moins qu'en 2017 mais 29 % de plus qu'en 2009. À hauteur de 28,3 milliards USD en 2018, les dépenses militaires d'Europe centrale ont constitué 7,8 % du total européen. Pour l'année 2018, les dépenses de la sous-région ont augmenté de 12 % par rapport à 2017 et de 35 % par rapport à 2009. Cette augmentation est due en grande partie à la perception croissante d'une menace russe.

Les dépenses militaires de la France ont diminué de 1,4 % en 2018, pour arriver à 63,8 milliards USD, après quatre années consécutives de hausse à partir de 2014. Les augmentations en 2014-2017 peuvent s'expliquer par les coûts des opérations militaires extérieures ainsi que d'une vaste opération militaire nationale de surveillance des lieux publics clés après les attentats terroristes commis à Paris en 2015.

Les dépenses militaires du Royaume-Uni ont augmenté de 1,0 % entre 2017 et 2018, pour atteindre 50 milliards USD. Toutefois, au cours de la décennie 2009-2018, elles ont diminué de 17 % et, après les fortes baisses des premières années, sont restées relativement stables depuis 2015. Toutefois, il n'est pas certain que le niveau actuel des dépenses soit suffisant pour soutenir pleinement le programme de modernisation des armements à long terme du Royaume-Uni.

Les dépenses militaires de l'Allemagne, les troisièmes en importance en Europe occidentale, se sont élevées à 49,5 milliards USD en 2018, soit 1,2 % de son PIB. Il s'agit d'une augmentation de 1,8 % par rapport à 2017 et de 9,0 % par rapport à 2009. L'Allemagne entend jouer un plus grand rôle dans la sécurité mondiale et prévoit de porter ses dépenses militaires à 1,5 % du PIB d'ici 2025.

Les dépenses militaires russes se sont élevées à 61,4 milliards USD en 2018, soit 88 % du total de l'Europe orientale. Le grand programme de modernisation militaire de la Russie, qui a débuté en 2010, a entraîné des augmentations annuelles importantes (entre 4,9 % et 16 %) jusqu'en 2015. À partir de 2016, le budget militaire de la Russie a connu une tendance à la baisse. Toutefois, un remboursement ponctuel d'une dette publique de près de 11,8 milliards USD à des producteurs d'armes russes en 2016 a entraîné une augmentation des dépenses de 7,2 % ; sans ce paiement, les dépenses militaires russes auraient chuté de 11 %. Ce remboursement explique également en grande partie la forte baisse de 19 % en 2017 : sans ce remboursement, les dépenses auraient diminué de 2,8 %. La Russie a à nouveau diminué ses dépenses militaires en 2018 (de 3,5 %), mais celles-ci demeurent néanmoins supérieures de 27 % à celles de 2009.

Les dépenses militaires de l'Ukraine en 2018 se sont élevées à 4,8 milliards USD (voir tableau 3), soit une augmentation de 21 % par rapport à 2017 et de 53 % par rapport à 2013, un an avant le début du conflit armé majeur qui a affecté ce pays.

La Pologne, qui est de loin le pays le plus dépensier d'Europe centrale, a représenté 41 % du total sous-régional en 2018. À 11,6 milliards USD en 2018, les dépenses militaires de la Pologne étaient supérieures de 8,9 % à celles de 2017 et de 48 % à celles de 2009. De tous les pays européens, la Lituanie a connu la plus forte augmentation relative des dépenses militaires entre 2009 et 2018 : celles-ci ont augmenté de 156 % au cours de la décennie.

Le Moyen-Orient

Le SIPRI n'a pas établi d'estimation du total des dépenses militaires au Moyen-Orient depuis 2014 car les données faisaient défaut pour le Qatar, la Syrie, les Émirats arabes unis (EAU) et le Yémen. Le total combiné des dépenses militaires des 11 pays pour lesquels des données sont disponibles en 2018 s'élevait à 145 milliards USD¹⁰. Les dépenses totales de ces pays a augmenté chaque année entre 2009 et 2015, pour diminuer fortement ensuite, en 2016. Elles ont connu une nouvelle augmentation en 2017, mais ont diminué de 1,9 % en 2018.

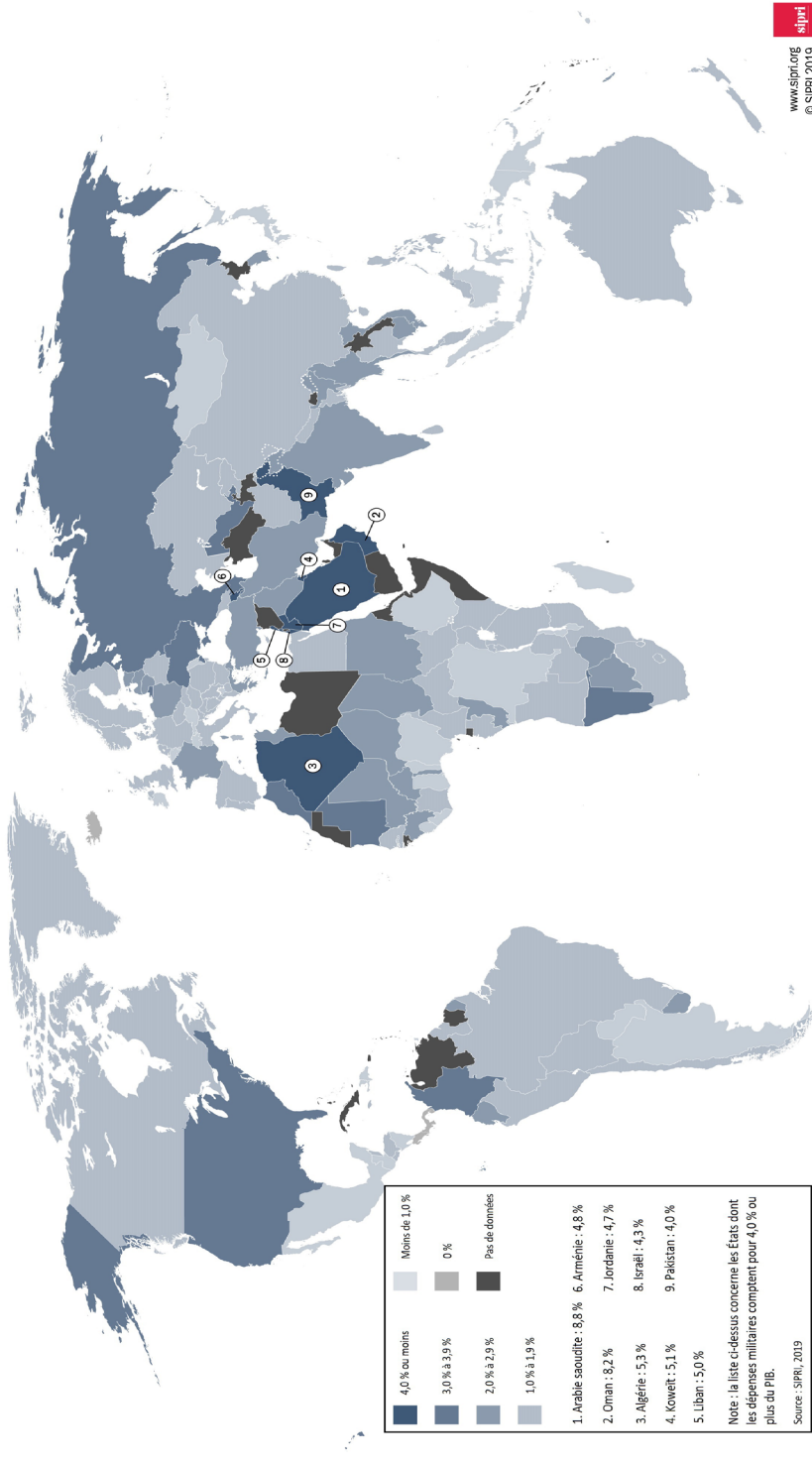
Deux pays parmi le top 15 mondial des dépenses militaires en 2018 se trouvent au Moyen-Orient : l'Arabie saoudite (rang 3) et la Turquie (rang 15). L'Arabie saoudite est de loin le pays de cette région qui effectuent les dépenses les plus importantes dans le domaine militaire, avec un total estimé à 67,6 milliards USD en 2018. Après une augmentation de 72 % entre 2009 et 2015, point culminant des dépenses militaires de l'Arabie saoudite, les dépenses ont dégringolé de 28 % en 2016, la chute des prix du pétrole ayant entraîné une baisse des recettes publiques. Les dépenses militaires ont augmenté de 11 % en 2017, mais diminué de 6,5 % en 2018. Pourtant l'Arabie saoudite a maintenu un niveau élevé d'importations d'armes et poursuivi son intervention militaire au Yémen.

Entre 2009 et 2018, les dépenses militaires turques ont augmenté de 65 % pour atteindre 19 milliards USD. Pour la seule année 2018, les dépenses militaires ont augmenté de 24 %, soit la plus forte hausse parmi le top 15 des dépenses militaires. Les financements destinés à l'acquisition d'armes a augmenté rapidement en 2018 et la Turquie a intensifié ses opérations militaires contre les groupes armés kurdes en Syrie.

L'estimation la plus récente des dépenses militaires des Émirats arabes unis est de 22,8 milliards USD (courants) en 2014. Compte tenu de ses opérations militaires en cours à l'étranger et de ses grands projets d'acquisition d'armes, on peut supposer que ses dépenses restent égales ou supérieures au niveau de 2014.

10. Les pays inclus dans l'estimation sont l'Arabie saoudite, Bahreïn, l'Égypte, l'Iran, Israël, la Jordanie, le Koweït, le Liban, Oman et la Turquie.

Figure 4.
DÉPENSES MILITAIRES EN POURCENTAGE DU PRODUIT DOMESTIQUE BRUT DE CHAQUE PAYS EN 2018.



Note : Sont repris les pays dont les dépenses militaires représentent au minimum 4% de leur produit domestique brut.

Source : SIPRI Military Expenditure Database, avril 2019.

Les dépenses militaires de l'Iran se sont élevées à 13,2 milliards USD en 2018, soit une diminution de 9,5 % entre 2017 et 2018, l'économie iranienne étant entrée en récession et l'inflation passant de 10 % en 2017 à 30 % en 2018.

Les dépenses militaires d'Israël se sont élevées à 15,9 milliards USD en 2018, soit une augmentation marginale de 0,7 % par rapport à 2017. Après un pic en 2015 lié aux opérations militaires en 2014 dans la bande de Gaza, les dépenses militaires israéliennes ont diminué de 13 % en 2016 et de 1 % en 2017.

Les dépenses militaires de l'Égypte en 2018, qui se sont élevées à 3,1 milliards USD, ont été inférieures de 7,3 % à celles de 2017 et de 20 % à celles de 2009. Toutefois, cette diminution demeure un mystère dans la mesure où ce pays participe à d'importantes opérations militaires dans la péninsule du Sinaï et met en œuvre d'importants programmes d'acquisition d'armes.

Le fardeau militaire

Les dépenses militaires d'un État exprimées en pourcentage du PIB – que l'on appelle également le fardeau militaire – constituent la mesure la plus simple du poids économique relatif de l'armée fait sur cet État. Bien que le fardeau militaire varie considérablement d'une région à l'autre et d'un pays à l'autre, la tendance générale dans toutes les régions depuis 1999 est à la diminution du pourcentage du PIB consacré aux dépenses militaires. Le fardeau militaire mondial de 2,1 % en 2018 a diminué de 0,5 % par rapport à 2009.

En moyenne, les États des Amériques ont affiché le fardeau militaire la plus faible en 2018, soit 1,4 % du PIB ; ce chiffre atteint 1,6 % en moyenne en Europe, 1,7 % en Afrique et en Asie et Océanie, et 4,4 % dans les pays du Moyen-Orient pour lesquels des données sont disponibles.

Parmi les pays pour lesquels le SIPRI dispose de données sur le fardeau militaire, seuls 20 ont alloué 3 % ou plus de leur PIB à l'armée en 2018, et environ les deux tiers avaient une charge inférieure à 2 % du PIB (voir figure 4). Trente-trois pays ont alloué moins de 1 % de leur PIB à l'armée en 2018. Parmi les pays qui ont alloué des fonds à l'armée, Haïti avait le fardeau militaire le plus faible (0,01 % du PIB).

Six des dix pays où le fardeau militaire sera le plus lourd au monde en 2018 se trouvent au Moyen-Orient : Arabie saoudite (8,8 % du PIB), Oman (8,2 %), Koweït (5,1 %), Liban (5,0 %), Jordanie (4,7 %) et Israël (4,3 %). Les quatre autres sont l'Algérie (5,3 %), l'Arménie (4,8 %), le Pakistan (4 %) et la Russie (3,9 %).

La base de données du SIPRI sur les dépenses militaires

La base de données du SIPRI sur les dépenses militaires fournit des données sur les dépenses militaires par pays pour les années 1949-2018 en prix courants locaux, en USD constants, en USD courants, en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), par habitant et en pourcentage des dépenses publiques totales. La base de données du SIPRI sur les dépenses militaires a été mise à jour le 29 avril 2019. Cette version remplace toutes les versions précédentes de la base de données. La base de données et d'autres détails sur les définitions (y compris la couverture régionale), les sources et les méthodes utilisées sont disponibles sur la page Web de la Military Expenditure Database du site Web du SIPRI.

Tous les chiffres relatifs aux dépenses en 2018 sont exprimés en USD courants de 2018. Les chiffres relatifs aux augmentations ou diminutions relatives des dépenses militaires – souvent qualifiés d'évolutions en « termes réels » ou ajustés en fonction de l'inflation – sont exprimés en USD constants (2017). Les écarts importants entre les dépenses militaires en 2018, exprimées en dollars courants de 2018 et en dollars constants de 2017, sont dus à la fois à la dépréciation globale du dollar américain par rapport à de nombreuses autres monnaies et à des niveaux de prix différents entre 2017 et 2018 dans tous les pays.

Sources

Les données du SIPRI reflètent les données officielles communiquées par les gouvernements nationaux. Ces données figurent dans des publications officielles telles que les documents budgétaires. Sur les 168 pays pour lesquels le SIPRI a tenté d'estimer les dépenses militaires en 2018, 155 ont fourni des données pertinentes.

Définitions

Dans la mesure du possible, les données du SIPRI sur les dépenses militaires du SIPRI comprennent toutes les dépenses courantes et de capitaux effectuées pour a) les forces armées, y compris les forces de maintien de la paix ; b) les ministères de la défense et autres organismes gouvernementaux engagés dans des projets de défense ; c) les forces paramilitaires, lorsqu'il est jugé que celles-ci sont formées et équipées pour des opérations militaires ; et d) les activités militaires spatiales. Ces données devraient inclure les dépenses de personnel – qui comprennent les salaires du personnel militaire et civil ainsi que les pensions et services sociaux du personnel militaire – sans oublier les dépenses liées aux opérations et à l'entretien, aux achats, à la recherche et au développement et à l'aide (dans les dépenses militaires du pays donneur).

Les dépenses de protection civile et les dépenses courantes liées à des activités militaires antérieures, telles que les allocations octroyées aux anciens combattants, la démobilisation, la reconversion, la destruction des armes et la participation militaire à des activités non militaires (par exemple la police) sont exclues lorsque des données désagrégées sont disponibles.

LE TOP 100 DES ENTREPRISES DE PRODUCTION D'ARMES ET DE SERVICES MILITAIRES SELON LE SIPRI, 2017

Par Dr. Aude FLEURANT, Alexandra KUIMOVA, Nan TIAN, Pieter D. WEZEMAN et Siemon T. WEZEMAN¹¹

Les ventes d'armes des 100 plus grandes entreprises mondiales de production d'armes et de services militaires selon le SIPRI (ci-après le « Top 100 ») ont atteint 398,2 milliards USD en 2017 (voir annexe 1), soit une augmentation de 2,5 % par rapport à 2016, et la troisième année consécutive de croissance (les chiffres n'incluent pas Chine, voir encadré 1). Les ventes d'armes du Top 100 en 2017 ont augmenté de 44 % par rapport à celles de 2002 (voir figure 1). La croissance globale des ventes d'armes du Top 100 en 2017 découle de l'augmentation des dépenses d'acquisitions d'armes de plusieurs États, en particulier les États-Unis et la Russie.

Évolutions du top 100

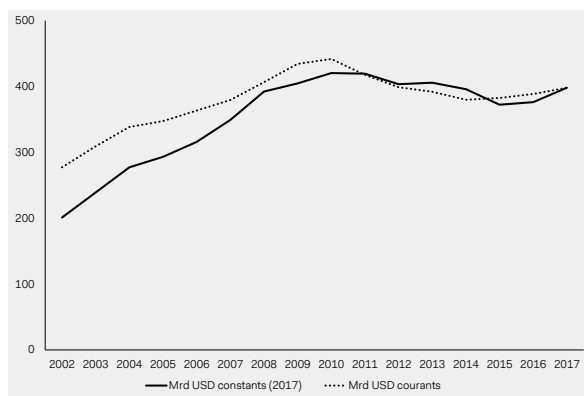
Les entreprises du Top 100 sont classées selon la valeur de leurs ventes d'armes. Celles dont le siège se trouve aux États-Unis et en Europe occidentale ont continué de dominer le Top 100 en 2017. Au total, 66 entreprises établies dans ces deux continents figurent au classement. Leurs ventes d'armes combinées de 321,5 milliards USD ont augmenté de 2,5 % par rapport à 2016, et ont représenté 81 % des ventes d'armes du Top 100 en 2017.

Les ventes combinées des entreprises productrices d'armes d'Europe occidentale figurant au Top 100 ont augmenté de 3,8 % en 2017, pour atteindre 94,9 milliards USD. Les ventes d'armes des entreprises basées au Royaume-Uni ont été les plus importantes d'Europe occidentale (35,7 milliards USD en 2017), soit 9 % du total du Top 100 en 2017 (voir figure 2). Entre 2002 et 2016, les ventes d'armes combinées annuelles des entreprises britanniques du Top 100 n'ont été devancées que par celles des entreprises américaines. Toutefois, en 2017, la Russie était le deuxième producteur d'armes du Top 100 : les ventes d'armes combinées des entreprises russes (37,7 milliards USD) ont représenté 9,5 % du total du Top 100 en 2017.

11. .Dr. Aude Fleurant (Canada/France) est Directrice de Programme au SIPRI, Pieter D. Wezeman (Pays-Bas/Suède) et Siemon T. Wezeman (Pays-Bas) sont chercheurs confirmés au SIPRI et Nan Tian (Chine/Afrique du Sud) est chercheur du Programme armements et dépenses militaires au SIPRI et Alexandra Kuimova (Russie) est assistante de recherche au sein du programme.

Figure 1 :

TOTAL DES VENTES D'ARMES DES ENTREPRISES CLASSÉES AU TOP 100 DU SIPRI, 2002-2017



Notes : Les « ventes d'armes » désignent les ventes de biens et de services militaires à des clients militaires à l'intérieur du pays et à l'étranger. Les données de ce graphique concernent les entreprises du classement Top 100 du SIPRI de chaque année, de sorte qu'elles couvrent un ensemble différent d'entreprises d'une année à l'autre, à l'exception de 2016 et 2017, dont les données concernent l'ensemble des entreprises reprises en 2017. 2002 est la première année pour laquelle le SIPRI dispose de données suffisantes pour inclure les entreprises russes dans ses listes du Top 100.

Source : SIPRI Arms Industry Database, décembre 2018.

Les ventes d'armes des 10 plus grandes entreprises du Top 100 se sont élevées à 198,2 milliards USD en 2017, soit une augmentation de 10 % (2,1 milliards USD) par rapport à leurs ventes d'armes en 2016. Ce top 10 a représenté 50 % du total du Top 100 des ventes d'armes en 2017. Notons qu'une entreprise russe est apparue pour la première fois dans le top 10 en 2017 : Almaz-Antey, classée 10e, est également la première entreprise basée hors des États-Unis ou d'Europe occidentale à se classer au top 10. Cinq sociétés américaines et quatre sociétés d'Europe occidentale ont occupé les neuf autres positions du top 10 en 2017.

Faits principaux

- Les ventes d'armes du Top 100 des entreprises de production d'armes et de services militaires (à l'exclusion de la Chine) ont totalisé 398,2 milliards USD en 2017. Ceci représente une augmentation de 2,5 % par rapport à 2016 et marque la troisième année consécutive de croissance.
- Ensemble, les ventes d'armes des entreprises basées aux États-Unis ont augmenté de 2,0 % en 2017. Avec 42 sociétés répertoriées en 2017 (soit 4 de plus qu'en 2016), la part des entreprises américaines dans le total du Top 100 a été de 57 % 2017.
- Les ventes d'armes combinées des producteurs d'armes d'Europe occidentale ont augmenté de 3,8 % en 2017, pour atteindre 94,9 milliards USD.
- Les ventes d'armes des 10 entreprises russes figurant au Top 100 ont augmenté de 8,5 % en 2017. Le total des ventes des entreprises russes pour 2017 n'a été dépassé que par celui des entreprises américaines.
- Une entreprise russe, Almaz-Antey, fait sa première apparition dans ce top 10.
- Malgré leur croissance continue, les ventes d'armes combinées du Top 100 représentent seulement environ un sixième des ventes combinées des 15 plus grandes entreprises manufacturières du monde.

Les principaux pays producteurs d'armes

États-Unis

Les ventes d'armes combinées des 42 entreprises américaines figurant dans le Top 100 ont augmenté de 2 % en 2017 pour atteindre 226,6 milliards USD, soit 57 % du total global (voir figure 3). Compte tenu du volume des ventes d'armes américaines et du nombre d'entreprises classées en 2017, les États-Unis continueront d'être le premier producteur mondial d'armes dans un avenir prévisible.

Lockheed Martin demeure de loin le plus grand producteur d'armes au monde, avec des ventes d'armes de 44,9 milliards USD en 2017, soit une augmentation de 8,3 % par rapport à 2016. Cette augmentation s'explique principalement par les livraisons en cours d'avions de combat F-35, de missiles et de systèmes antimissiles ainsi que de systèmes de combat naval Aegis. La croissance des ventes d'armes de Lockheed Martin et la baisse de 11 % de celles de Boeing ont creusé l'écart entre ces deux principaux producteurs d'armes, qui est passé à 18,0 milliards USD en 2017.

La baisse des ventes d'armes de Boeing peut être attribuée en partie aux retards dans la livraison des avions ravitailleurs KC-46 et à la cessation des livraisons des avions de transport C-17¹².

Plusieurs entreprises américaines ont procédé à des fusions et acquisitions importantes en 2017. Les acquisitions de Rockwell Collins par United Technologies et d'Orbital ATK par Northrop Grumman méritent d'être soulignées. Ces acquisitions peuvent avoir eu pour but de prendre l'avantage sur les concurrents dans les prochains grands programmes d'acquisition d'armes annoncés par les États-Unis en 2016 et 2017, des programmes qui comporteront notamment la modernisation des forces nucléaires des États-Unis.

En revanche, la tendance récente à la consolidation des entreprises de services militaires américaines s'est ralentie en 2017. Au cours des dernières années, plusieurs grands producteurs d'armes ont cédé leurs activités de services militaires afin de se concentrer sur leurs domaines principaux d'activités et souvent aussi parce que la croissance des recettes provenant de ces activités s'est révélée bien inférieure aux prévisions. Dans de nombreux cas, les petites entreprises nées de ces cessions ont ensuite fusionné pour former de plus grandes entreprises de services militaires. Toutefois, le seul exemple de cette situation en 2017 a été la création de DXC (classée 82e dans le Top 100), née de la fusion de Computer Sciences Corporation et de parties des activités de Hewlett Packard Enterprise Services consacrées à ce domaine.

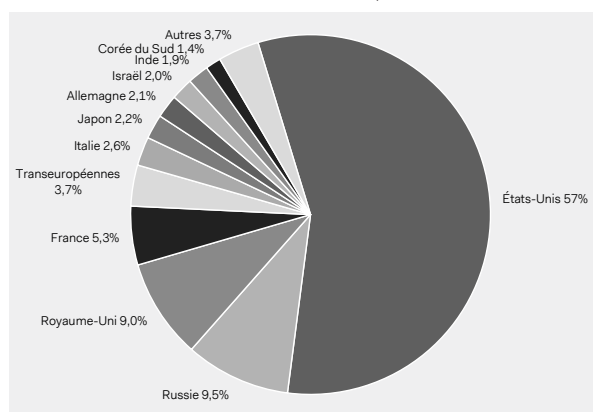
12. Boeing ayant modifié la façon d'établir son rapport en 2017, la méthode utilisée pour estimer ses ventes d'armes a changé par rapport à 2016, ce qui peut également expliquer la différence entre les deux années.

Encadré 3.1 : Entreprises chinoises de production d'armement

Le Top 100 du SIPRI ne prend pas en compte les entreprises chinoises d'armement, car les données de ces dernières sont insuffisantes et ne permettent pas de dresser une estimation raisonnable ou cohérente des ventes d'armes remontant à 2002. Néanmoins, certaines informations sont disponibles concernant plusieurs grandes entreprises faisant partie de l'industrie de l'armement chinoise, qui est majoritairement étatique. Le SIPRI estime que trois entreprises d'armement chinoises se classeraient parmi le top 10 du Top 100 des entreprises de production d'armes et de services militaires : AVIC, NORINCO et CTEC, dont les ventes d'armes atteignent respectivement 20,1 milliards, 17,2 milliards et 12,2 milliards USD. Sur la base du peu d'informations disponibles et compte tenu des exportations d'armes et de la croissance générale des dépenses militaires de la Chine, au moins sept autres entreprises d'armement feraient probablement partie du Top 100 si les chiffres des ventes d'armes étaient disponibles.

Figure 2 :

PART DES VENTES D'ARMES DES ENTREPRISES
DU TOP 100 DU SIPRI EN 2017, PAR PAYS



Notes : Le Top 100 classe les entreprises selon le pays dans lequel elles possèdent leur siège social. Il ne comprend pas l'ensemble de l'industrie de l'armement de chaque pays classé, mais seulement les plus grandes entreprises. La catégorie « Autre » désigne les pays dont les ventes d'armes représentent moins de 1 % du total : l'Australie, le Brésil, la Canada, la Pologne, Singapour, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie et l'Ukraine. En raison des conventions d'arrondissement, les chiffres n'atteignent pas toujours un total de 100 %.

Source: SIPRI Arms Industry Database, décembre 2018.

Europe occidentale

Les ventes d'armes combinées des sept entreprises britanniques figurant au Top 100 ont atteint 35,7 milliards USD en 2017, ce qui représente une augmentation de 2,3 % par rapport à 2016, principalement due à l'augmentation des ventes d'armes de BAE Systems, Rolls-Royce et GKN (voir annexe 1). BAE Systems, qui se classe quatrième au Top 100, reste le plus grand producteur d'armes du Royaume-Uni. Ses ventes d'armes ont augmenté de 3,3 % pour atteindre 22,9 milliards USD en 2017. BAE Systems est l'exemple type d'une entreprise internationale de production d'armes : 29 000 de ses 83 000 collaborateurs sont employés par une filiale américaine. Les ventes d'armes de GKN ont augmenté de 20 % en 2017, soit la plus forte augmentation annuelle

parmi les entreprises britanniques. Il s'agit de la deuxième année consécutive de croissance à deux chiffres des ventes d'armes de GKN, ce qui s'explique par la forte demande mondiale pour ses composants aéronautiques. En revanche, les ventes d'armes de Babcock International – qui s'occupe de l'entretien et de la production de navires de la marine britannique, dont de nouveaux sous-marins nucléaires – ont chuté de 1,9 % en 2017 après deux années consécutives de forte croissance. Cela s'explique principalement par un ralentissement des acquisitions domestiques.

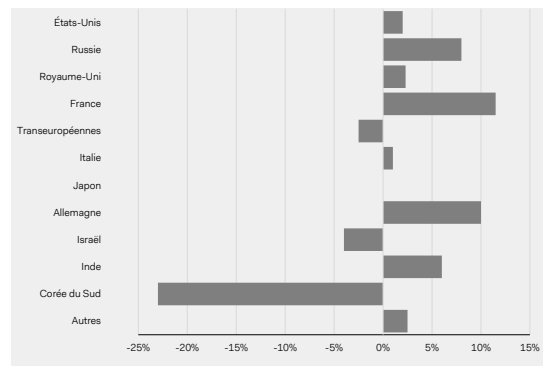
Le total des ventes d'armes des six entreprises françaises du Top 100 a augmenté de 11 % pour atteindre 21,3 milliards USD en 2017. Toutes les six ont augmenté leurs ventes d'armes en 2017, mais celles de Dassault (fabricant d'avions de combat) et de Naval Group (constructeur naval) de démarquent par une croissance significative. Le premier augmente ses ventes d'armes de 48 % pour atteindre 2,1 milliards USD en 2017, en grande partie grâce aux contrats d'avions de combat avec l'Inde et le Qatar. Le deuxième augmente ses ventes de 15 % pour atteindre 4,1 milliards USD, ce qui s'explique par sa production actuelle de sous-marins et de frégates pour la Marine nationale française, le Brésil et l'Inde, ainsi que de frégates pour l'Égypte.

Les deux entreprises italiennes d'armement classées au Top 100, Leonardo et Fincantieri, ont toutes deux enregistré des ventes d'armes stables en 2017 par rapport à 2016, avec de légères augmentations respectives de 0,9 et 0,4 %. Leonardo, l'un des plus grands producteurs d'armes au monde, a déclaré des ventes d'armes à hauteur de 8,9 milliards USD en 2017. Bien que les secteurs de l'électronique de défense et de l'aéronautique aient connu de modestes hausses, celui des hélicoptères a diminué en 2017, ce qui a eu une incidence sur les résultats globaux.

Les ventes d'armes des quatre entreprises allemandes figurant au Top 100 ont augmenté de 10 % en 2017, pour atteindre 8,3 milliards USD. Cette croissance est principalement due à l'augmentation de 61 % des ventes d'armes de Krauss-Maffei Wegmann (KMW) – la plus forte augmentation parmi toutes les entreprises du Top 100 pour 2017 –, qui s'explique en grande partie par la demande domestique croissante pour ses véhicules blindés et par les livraisons de chars au Qatar. L'une des quatre entreprises allemandes, Hensoldt, est une nouvelle entrée Top 100. Classée 74e, elle a été créée après l'acquisition par un fonds d'investissement (KKR) d'une division allemande du groupe Airbus qui fabrique des produits électroniques militaires.

La seule entreprise espagnole du Top 100, le chantier naval Navantia, a augmenté ses ventes d'armes de 23% en 2017, pour atteindre 910 millions USD. Le Top 100 de 2017 comprend également une entreprise suédoise, Saab, dont les ventes d'armes ont chuté de 5,3%, et une entreprise suisse, RUAG, dont les ventes d'armes ont augmenté de 5,6 %.

Figure 3.
ÉVOLUTION EN POURCENTAGE
ET PAR PAYS DES VENTES D'ARMES
DES ENTREPRISES DU TOP 100 DU SIPRI,
2016-2017



Notes : L'évolution concerne les entreprises du Top 100 pour l'année 2017. Les chiffres sont basés sur les ventes d'armes en USD constants (2017). La catégorie « Autres » comprend les pays dont les ventes d'armes des entreprises représentent moins de 1 % du total : l'Australie, le Brésil, le Canada, la Pologne, Singapour, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie et l'Ukraine.

Source : SIPRI Arms Industry Database, déc. 2018.

Le SIPRI classe dans la catégorie « transeuropéennes » les entreprises dont les structures de propriété et de contrôle sont situées dans plus d'un pays européen. Le Groupe Airbus, classé 7e en 2017 et dont les principaux sites de production d'armements sont situés en France et en Allemagne, entre dans cette catégorie. Ses ventes d'armes ont chuté en 2017 de 13 %, à 11,3 milliards USD, ce qui peut être attribué à la vente de sa division allemande d'électronique militaire dont il est question plus haut et aux retards de livraison de l'avion de transport militaire A400M.

Russie

Les ventes d'armes des 10 sociétés russes figurant au Top 100 ont atteint 37,7 milliards USD en 2017, soit 9,5 % du total des ventes d'armes du Top 100.

Leurs ventes d'armes combinées ont augmenté de 8,5 % par rapport à 2016¹³. Globalement, les ventes d'armes des entreprises russes ont considérablement augmenté depuis 2011, ce qui correspond à l'augmentation des dépenses engagées par la Russie pour l'achat d'armes destinées à ses forces armées. Les exportations d'armes des entreprises russes sont restées relativement stables au cours de la même période.

Almaz-Antey, qui produit des systèmes avancés de défense aérienne (comme le S-400), est la première entreprise russe à être classée dans le top 10 depuis que le SIPRI a commencé à inclure des entreprises russes dans ses listes du Top 100. En raison de la demande intérieure et étrangère, ses ventes d'armes ont augmenté de 17 % en 2017, pour atteindre 8,6 milliards USD.

Huit des neuf autres entreprises russes figurant au Top 100 ont également augmenté leurs ventes d'armes. Pour trois d'entre elles, l'augmentation a été supérieure à 15 % : United Engine Corporation (25 %), High Precision Systems (22 %) et Tactical Missiles Corporation (19 %). La seule entreprise russe à avoir enregistré une baisse des ventes d'armes en 2017 a été OuralVagonZavod. Avec une chute de 33 %, celle-ci est passée de la 53e position en 2016 à la 66e en 2017. Cette diminution est probablement due à des retards dans les livraisons de nouveaux chars et autres véhicules blindés à la Russie.

La Russie a entrepris de consolider son industrie de l'armement en 2007. L'objectif est de créer de plus grandes entreprises qui opèrent dans des secteurs spécifiques liés aux armements (par exemple, United Aircraft Corporation et United Shipbuilding Corporation, respectivement 2e et 3e troisième producteurs d'armes russes en 2017). En passe de s'achever, le processus de consolidation s'est poursuivi en 2017 : la fusion de United Instrument Manufacturing Corporation (UIMC) avec Russian Electronics a donné naissance à une nouvelle entreprise qui continuera à opérer sous le nom de Russian Electronics. Celle-ci reprend les activités de production d'armes relativement importantes d'UIMC et celles, plus modestes, de l'entreprise d'origine, Russian Electronics, et est entrée au Top 100 en 2017 en 47e position. D'autres consolidations sont prévues dans le secteur des systèmes terrestres au cours des prochaines années.

13. Ceci comprend les ventes d'armes « pro forma » en 2016 de la nouvelle société Russian Electronics, créée en 2017. Voir annexe 1.

Autres producteurs établis

Huit pays dont les entreprises figurent au Top 100 en 2017 sont classés par le SIPRI dans la catégorie « autres producteurs établis » : l'Australie, le Canada, Israël, le Japon, la Pologne, Singapour, la Corée du Sud et l'Ukraine¹⁴. En 2017, les ventes d'armes combinées des 17 entreprises basées dans les pays de cette catégorie ont atteint un total de 27,9 milliards USD, soit 6,9 % de moins qu'en 2016 7,0 % du total du Top 100 en 2017.

Comme les années précédentes, le Japon a été le plus grand producteur d'armes de la catégorie « autres producteurs établis » en 2017. Les ventes d'armes combinées des cinq entreprises japonaises figurant au Top 100 se sont élevées à 8,7 milliards USD en 2017, soit 2,2 % du total du Top 100. Les ventes d'armes des trois plus grandes entreprises japonaises productrices d'armes – Mitsubishi Heavy Industries, Kawasaki Heavy Industries et Fujitsu – sont restées stables.

Les ventes d'armes des deux autres entreprises ont suivi des trajectoires très différentes : celles de NEC ont augmenté de 7,8 %, tandis que celles d'IHI Corporation ont diminué de 7,6 %. Bien que le Japon ait levé son interdiction de longue date sur les exportations d'armes en 2014, cela n'a pas encore entraîné une augmentation notable des exportations d'armes et les entreprises japonaises restent largement tributaires de la demande intérieure. Cependant, Fujitsu génère d'importants revenus à l'étranger en fournissant des services de technologie de l'information aux armées d'autres pays.

Avec des ventes d'armes combinées de 7,9 milliards USD, les trois entreprises israéliennes classées en 2017 ont représenté 2 % du total du Top 100. Compte tenu de la petite taille du pays, les ventes d'armes d'Israël sont relativement élevées : malgré une baisse globale de 3,9 % en 2017, les ventes totales d'armes des entreprises israéliennes restent comparables à celles des entreprises allemandes ou japonaises figurant au Top 100. Ceci est le résultat d'une forte demande intérieure et d'une base importante et diversifiée de clients à l'exportation.

L'industrie sud-coréenne de l'armement s'est développée au cours des dernières années et s'étend désormais à tous les principaux secteurs de la production d'armes, y compris les navires, les aéronaves, les systèmes terrestres, l'électronique et les munitions. Les entreprises sud-coréennes ont également augmenté considérablement leurs exportations d'armes ces dernières années. Quatre d'entre elles figurent au Top 100 pour 2017. Avec des ventes d'armes combinées de 5,5 milliards USD, elles ont représenté 1,4 % du total du Top 100. Toutefois, les quatre entreprises ont vu leurs ventes d'armes chuter en 2017, ce qui a entraîné une baisse globale de 23 % par rapport à 2016, soit le plus fort pourcentage de baisse annuelle de tous les pays classés au Top 100 en 2017. Korea Aerospace Industries (KAI) et DSME ont connu les diminutions les plus importantes. La chute de 53 % (près d'un milliard de dollars) des ventes d'armes de

14. La catégorie « autres producteurs établis » comprend les pays dont plusieurs entreprises de production d'armes et de services militaires sont classées au Top 100 et qui ont des capacités de production de pointe et, souvent significatives, mais qui n'entendent pas les développer.

la KAI a représenté 60 % de la baisse globale des ventes d'armes sud-coréennes. KAI est passé du 50e rang au Top 100 de 2016 au 98e rang en 2017. Plusieurs des grands programmes de KAI pour les forces armées sud-coréennes arrivent à leur terme, tandis que la livraison de nouveaux hélicoptères a été retardée. Les ventes d'armes de DSME ont chuté de 25 % en 2017. Toutefois, ces baisses des ventes d'armes ne sont pas rares chez les constructeurs navals, et il est probable que les ventes d'armes de DSME augmenteront dans les années à venir en raison des contrats existants avec la marine coréenne et ses clients exportateurs.

Comme en 2016, l'Australie, le Canada, la Pologne, Singapour et l'Ukraine ont chacun une entreprise classée au Top 100 pour 2017. Les ventes d'armes des entreprises australiennes et canadiennes ont légèrement augmenté, tandis que celles des entreprises singapouriennes et polonaises ont légèrement diminué. Les ventes d'armes d'UkrOboronProm, l'entreprise qui organise l'essentiel de la production d'armes de l'Ukraine, ont chuté de 11 % en 2017, en grande partie à cause de l'inflation.

Producteurs émergents

Le SIPRI qualifie de « producteurs émergents » trois pays dont les entreprises se classent dans le Top 100 en 2017 : le Brésil, l'Inde et la Turquie. Les producteurs émergents ont exprimé l'ambition de faire passer leurs capacités de production d'armes à des niveaux plus élevés dans la plupart des secteurs de production d'armes (naval, aérien, terrestre, électronique et munitions). Les ventes d'armes combinées des sept sociétés basées dans les pays de cette catégorie se sont élevées à 11,1 milliards USD, soit une augmentation de 8,1 % par rapport à 2016 et l'équivalent de 2,8 % du total du Top 100 en 2017.

L'Inde est le plus grand producteur d'armes dans cette catégorie, avec quatre entreprises classées au Top 100. Leurs ventes d'armes combinées de 7,5 milliards USD en 2017 ont augmenté de 6,1 % par rapport à 2016. Les deux plus grands producteurs d'armes indiens, Indian Ordnance Factories et Hindustan Aeronautics, sont les entreprises les mieux classées (respectivement 37e et 38e) en 2017 dans cette catégorie. Ces deux entreprises ainsi que Bharat Electronics figurent au Top 100 depuis 2002. Une quatrième entreprise, Bharat Dynamics, est entrée dans le Top 100 en 2017 (94e rang) avec des ventes d'armes de 880 millions de dollars. Les ventes totales d'armes d'Hindustan Aeronautics ont légèrement diminué, tandis que celles des trois autres entreprises ont augmenté d'environ 10 % chacune. Toutes les quatre sont détenues par l'État et dépendent presque entièrement de la demande intérieure. L'augmentation globale des ventes d'armes en 2017 découlent de la volonté de l'Inde de moderniser ses forces armées et de s'approvisionner autant que possible en matériel militaire auprès d'entreprises indiennes.

La Turquie souhaite développer son industrie de l'armement pour répondre à sa demande croissante d'armes et devenir moins dépendante des fournisseurs étrangers. Cela se reflète dans l'augmentation de 24 % en 2017 des ventes d'armes combinées des deux sociétés turques du Top 100 : ASELSAN, qui fabrique des produits électroniques, et Turkish Aerospace Industries, qui fabrique des avions.

La seule entreprise d'armement sud-américaine à figurer dans le Top 100 est Embraer, au Brésil, qui occupe la 84e place. Les ventes d'armes d'Embraer ont diminué de 10 % en 2017, passant à 950 millions USD.

Comparaison du Top 100 avec les plus grandes entreprises manufacturières au monde

L'industrie de l'armement est souvent perçue comme une « grande entreprise ». Pour donner une image plus réaliste de la situation, les plus grandes entreprises de production d'armes et de services militaires du Top 100 sont comparées ici avec les plus grandes entreprises mondiales du secteur manufacturier, telles qu'elles figurent dans le Fortune Global 500 pour 2017. Cette comparaison se justifie puisque les processus de production et de développement de la plupart des fabricants et des producteurs d'armes sont similaires.

Les ventes des 15 principales entreprises manufacturières ont totalisé 2 311 milliards USD en 2017 (voir tableau 1). C'est presque 10 fois plus que le total des ventes d'armes des 15 principaux producteurs d'armes (231,6 milliards de dollars). Pour mettre les choses en perspective, les ventes de ces 15 entreprises manufacturières sont presque six fois plus élevées que le total des ventes d'armes combinées du Top 100 des entreprises productrices d'armes (398,2 milliards USD). Les ventes d'une seule entreprise – Toyota, la plus grande entreprise manufacturière au monde, qui a totalisé 254,7 milliards USD en 2017 – sont supérieures de 10 % au total des ventes combinées des 15 principaux producteurs d'armes.

Lockheed Martin, la plus grande entreprise d'armement du monde, occupe la 178e place dans le classement Fortune Global 500 pour 2017 et se classe en dehors du top 50 des plus grands fabricants. Ses ventes d'armes ne représentent que 18 % des ventes totales de Toyota et environ la moitié des ventes totales de China Railway and Engineering Group, qui est 15e au classement Fortune Global 500. Une entreprise, General Electric, domine le classement à la fois comme fabricant et comme producteur d'armes : elle est 22e du Top 100 pour 2017 et 10e plus grande entreprise manufacturière. Toutefois, les ventes d'armes de General Electric ne représentaient que 3 % de ses ventes totales et sur la seule base de ses ventes d'armes, l'entreprise ne serait pas reprise dans le classement Fortune Global 500.

Deux autres entreprises productrices d'armes, Boeing et Airbus Group, comptent parmi les 50 plus grandes entreprises manufacturières du monde. Toutefois, les ventes d'armes de Boeing n'ont représenté que 29 % de ses ventes totales en 2017. Si Boeing ne produisait que des armes, elle tomberait au 400e rang du Fortune Global 500 pour 2017. De même, Airbus Group ne figurerait pas dans le classement Fortune Global 500 sur la seule base des ventes d'armes. Il s'agit sans aucun doute d'une comparaison imparfaite et approximative. Toutefois, les contrastes mis en évidence par les données disponibles indiquent que les déclarations qui mettent en avant le rôle et l'impact économiques importants de l'industrie de l'armement devraient être pris avec une grande circonspection.

Tableau 1.

TOP 15 DES ENTREPRISES MANUFACTURIÈRES SELON FORTUNE GLOBAL 500 FACE AU TOP 15 DES ENTREPRISES DE PRODUCTION D'ARMES ET DE SERVICES MILITAIRES DU TOP 100 DU SIPRI EN 2017.

Les ventes d'armes et les ventes totales se chiffrent en milliards USD.

Corp. = Corporation.

Note : Il se peut que l'addition ne corresponde pas au totaux indiqués en raison de l'arrondissement des chiffres.

Rang ^a	Top 15 des entreprises manufacturières	CA total (mds USD)	Rang ^b	Top 15 des entreprises d'armement	CA armes (mds USD)	CA total (mds USD)
1	Toyota	254,7	1	Lockheed Martin Corp.	44,9	51,0
2	VW	240,3	2	Boeing	26,9	93,4
3	Apple	215,6	3	Raytheon	23,9	25,3
4	Samsung Electronics	174,0	4	BAE Systems	22,9	23,5
5	Daimler	169,5	5	Northrop Grumman Corp.	22,4	25,8
6	General Motors	166,4	6	General Dynamics Corp.	19,5	31,0
7	Ford	151,8	7	Airbus Group	11,3	75,2
8	Hon Hai Precision Industry	135,1	8	Thales	9,0	17,8
9	Honda	129,2	9	Leonardo	8,9	13,0
10	General Electric	126,7	10	Almaz-Antey	8,6	9,1
11	Fiat Chrysler Group ^c	125,0	11	United Technologies Corp.	7,8	59,8
12	SAIC Motor	113,9	12	L-3 Communications	7,8	9,8
13	Nissan	108,2	13	Huntington Ingalls Industries	6,5	7,4
14	BMW	104,1	14	United Aircraft Corp.	6,4	7,7
15	China Railway and	97,0	15	United Shipbuilding Corp.	5,0	5,6
CA total du top 15		2 311,5			231,8	455,4

^a Les entreprises sont classées en fonction des ventes totales telles qu'elles figurent dans le Fortune Global 500 pour 2017.

^b Les entreprises sont classées en fonction du total des ventes d'armes tel qu'indiqué dans le Top 100 du SIPRI pour 2017.

^c Fiat Chrysler Group n'est pas repris séparément dans le Fortune Global 500, mais en tant que partie du holding Exor.

Sources : Fortune, « The Fortune Global 500 », 2017 ; et SIPRI Arms Industry Database, décembre 2018.

Annexe 1.

LES 100 PREMIÈRES ENTREPRISES MONDIALES DE PRODUCTION D'ARMES ET DE SERVICES MILITAIRES DU SIPRI, À L'EXCLUSION DE LA CHINE, 2017

Les chiffres relatifs aux ventes d'armes et aux ventes totales sont exprimés en millions USD.

.. = données non disponibles ; Corp. = Corporation.

Rang ^b		Entreprise ^c	Pays	CA armes		Variation du CA armes, 2016-2017 (%)	CA total, 2017 (mio USD)	CA armes en % du CA total, 2017
2017	2016			2017 (mio USD)	2016 (mio USD constant 2017) ^d			
1	1	Lockheed Martin Corp.	États-Unis	44 920	41 486	8,3	51 048	88
2	2	Boeing	États-Unis	26 930	30 132	-11	93 392	29
3	3	Raytheon	États-Unis	23 870	23 393	2,0	25 348	94
4	4	BAE Systems	Royaume-Uni	22 940	22 208	3,3	23 490	98
5	5	Northrop Grumman Corp.	États-Unis	22 370	21 851	2,4	25 803	87
6	6	General Dynamics Corp.	États-Unis	19 460	19 635	-0,9	30 973	63
7	7	Airbus Group	Transeuropéen ^e	11 290	12 928	-13	75 239	15
8	9	Thales	France	9 000	8 420	6,9	17 799	51
9	8	Leonardo	Italie	8 860	8 781	0,9	12 990	68
10	13	Almaz-Antey	Russia	8 570	7 320	17,0	9 122	94
11	11	United Technologies Corp.	États-Unis	7 780	7 015	11,0	59 837	13
12	10	L-3 Communications	États-Unis	7 750	7 791	-0,5	9 753	79
13	12	Huntington Ingalls Industries	États-Unis	6 470	6 862	-5,7	7 441	87
14	14	United Aircraft Corp.	Russia	6 440	6 182	4,2	7 744	83
15	19	United Shipbuilding Corp.	Russia	4 980	4 864	2,4	5 583	89
16	22	Honeywell International	États-Unis	4 460	3 553	26,0	40 534	11
17	16	Rolls-Royce	Royaume-Uni	4 420	4 336	1,9	19 346	23
18	17	Leidos	États-Unis	4 380	4 391	-0,2	10 170	43
19	23	Naval Group	France	4 130	3 586	15,0	4 167	99
20	15	Textron	États-Unis	4 100	4 860	-16	14 198	29
21	20	Booz Allen Hamilton	États-Unis	4 060	4 084	-0,6	5 804	70
22	36	General Electric	États-Unis	3 830	2 532	51,0	122 100	3
23	35	Tactical Missiles Corp.	Russie	3 600	3 031	19,0	3 623	99
24	21	Mitsubishi Heavy Industries	Japon	3 570	3 573	-0,1	36 649	10
25	25	Rheinmetall	Germany	3 420	3 373	1,4	6 644	51
26	26	MBDA	Transeuropéen ^e	3 380	3 346	1,0	3 501	97
27	24	Babcock International Group	Royaume-Uni	3 230	3 294	-1,9	6 876	47
28	27	Elbit Systems	Israël	3 220	3 313	-2,8	3 395	95
29	32	Russian Helicopters	Russie	3 170	3 139	1,0	3 908	81
30	29	Bechtel Corp. ^f	États-Unis	3 150	2 879	9,4	25 900	12
31	18	Harris Corp.	États-Unis	3 040	4 288	-29	6 182	49
32	28	CACI International	États-Unis	2 980	2 890	3,1	4 468	67
33	34	Safran	France	2 910	2 679	8,6	19 090	15

Rang ^b		Entreprise ^c	Pays	CA armes		Variation du CA armes, 2016-2017 (%)	CA total, 2017 (mio USD)	CA armes en % du CA total, 2017
2017	2016			2017 (mio USD)	2016 (mio USD constant 2017) ^d			
34	46	High Precision Systems	Russie	2 830	2 324	22,0	2 907	97
35	31	Science Applications International Corp.	États-Unis	2 760	2 685	2,8	4 454	62
36	30	Saab	Suède	2 670	2 818	-5,3	3 180	84
37	38	Indian Ordnance Factories	Inde	2 650	2 442	8,5	2 764	96
38	37	Hindustan Aeronautics	Inde	2 610	2 635	-0,9	2 764	94
39	39	CSRA	États-Unis	2 580	2 297	12,0	5 400	48
40	51	United Engine Corp.	Russie	2 570	2 049	25,0	4 026	64
41	33	Israel Aerospace Industries	Israël	2 480	2 790	-11	3 538	70
42	47	Orbital ATK	États-Unis	2 390	1 960	22,0	4 764	50
43	41	Rockwell Collins	États-Unis	2 300	2 277	1	6 822	34
44	48	General Atomics ^f	États-Unis	2 220	1 950	14	..	..
45	45	Rafael	Israël	2 210	2 127	4	2 258	98
46	44	CEA	France	2 170	2 082	4	5 640	39
47	-	Russian Electronics ^g	Russie	2 140	1 894	13	3 771	57
48	42	Kawasaki Heavy Industries	Japon	2 140	2 112	1	14 035	15
49	40	Hanwha Techwin	Corée du Sud	2 130	2 354	-9,5	3 729	57
50	61	Dassault Aviation Groupe	France	2 120	1 432	48	5 418	39
51	43	AECOM	États-Unis	2 070	2 165	-4,4	18 203	11
52	54	KRET	Russie	2 060	1 929	7	2 398	86
53	49	ThyssenKrupp	Allemagne	1 920	1 831	5	46 706	4
54	64	Oshkosh Corp.	États-Unis	1 840	1 378	33	6 830	27
55	78	KBR	États-Unis	1 750	1 113	57	4 171	42
56	80	Krauss-Maffei Wegmann	Allemagne	1 750	1 086	61	1 803	97
57	52	ST Engineering	Singapour	1 680	1 706	-1,5	4 794	35
58	55	Fincantieri	Italie	1 660	1 653	0	5 657	29
59	58	Cobham	Royaume-Uni	1 580	1 510	5	2 632	60
60	56	LIG Nex1	Corée du Sud	1 560	1 674	-6,8	1 558	100
61	68	ASELSAN	Turquie	1 420	1 101	29	1 469	97
62	65	DynCorp International	États-Unis	1 420	1 307	9	2 004	71
63	67	GKN	Royaume-Uni	1 410	1 179	20	13 345	11
64	74	Bharat Electronics	Inde	1 380	1 232	12	1 616	86
65	60	ManTech International Corp.	États-Unis	1 360	1 491	-8,8	1 717	79
66	53	UralVagonZavod	Russie	1 340	2 013	-33	2 223	60

^a Bien que plusieurs entreprises chinoises de production d'armes soient suffisamment grandes pour figurer dans le Top 100 du SIPRI, il n'a pas été possible de les inclure en raison d'un manque de données comparables et suffisamment précises depuis plus de 3 ans pour certaines entreprises et d'une absence totale d'information pour d'autres.

^b Les entreprises sont classées en fonction de la valeur de leurs ventes d'armes à la fin de ce que le SIPRI considère comme étant leur exercice financier. Un tiret (-) indique que l'entreprise ne figure pas au Top 100 pour 2016. Les raisons sociales et les structures des entreprises sont présentées telles qu'elles étaient à la fin de l'exercice. Lorsqu'elles ont été modifiées ultérieurement, les informations sont fournies dans ces notes. Le classement pour 2016 est basé sur les chiffres actualisés de la production d'armes. Ils peuvent différer de ceux qui sont contenus dans toute publication antérieure du SIPRI et ailleurs en raison d'une révision continue des données, le plus souvent en raison de changements signalés par l'entreprise elle-même et parfois à la suite d'une amélioration des estimations. Les principales révisions sont expliquées dans ces notes.

^c Les holdings et les sociétés d'investissement n'ayant pas d'activités opérationnelles directes ne sont pas traitées comme des entreprises productrices d'armes, et les entreprises dont elles sont propriétaires sont reprises et classées comme si elles étaient des sociétés mères.

^d Afin de permettre la comparaison avec les ventes d'armes en 2017, les chiffres des ventes d'armes en 2016 sont donnés en dollars constants de 2017.

Rang ^b		Entreprise ^c	Pays	CA armes		Variation du CA armes, 2016-2017 (%)	CA total, 2017 (mio USD)	CA armes en % du CA total, 2017
2017	2016			2017 (mio USD)	2016 (mio USD constant 2017) ^d			
67	63	Engility	États-Unis	1 300	1 378	-6	1 932	67
68	66	BWX Technologies	États-Unis	1 300	1 276	2	1 688	77
69	59	Serco	Royaume-Uni	1 250	1 462	-14	4 244	29
70	77	Turkish Aerospace Industries	Turquie	1 220	1 028	19	1 420	86
71	73	Aerojet Rocketdyne	États-Unis	1 220	1 205	1	1 877	65
72	82	TransDigm Group	États-Unis	1 190	970	23	3 504	34
73	76	PGZ	Pologne	1 190	1 212	-1,8	1 323	90
74	-	Hensoldt ^h	Allemagne	1 160	1 200	-3,3	1 217	95
75	92	Vencore	États-Unis	1 130	878	29	1 372	83
76	71	Vectrus	États-Unis	1 120	1 215	-7,8	1 115	100
77	75	Fujitsu	Japon	1 110	1 119	-0,8	36 539	3
78	70	IHI Corp.	Japon	1 070	1 158	-7,6	14 175	8
79	88	Sierra Nevada Corp. ^f	États-Unis	1 020	919	11	1 600	64
80	83	Austal	Australie	1 020	999	2	1 067	96
81	79	UkrOboronProm	Ukraine	1 020	1 148	-11	1 053	96
82	-	DXC ⁱ	États-Unis	1 000	1 021	-2,1	24 556	4
83	87	Nexter	France	960	938	2	1 014	95
84	85	Embraer	Brésil	950	1 055	-10	5 821	16
85	72	DSME	Corée du Sud	940	1 245	-25	9 821	10
86	86	Teledyne Technologies	États-Unis	920	929	-1,0	2 604	35
87	108	Navantia	Espagne	910	738	23	976	93
88	81	Jacobs Engineering Group	États-Unis	900	1 011	-11	10 022	9
89	89	Precision Castparts Corp.	États-Unis	900	899	0	9 003	10
90	90	Cubic Corp.	États-Unis	890	899	-1,0	1 486	60
91	98	Curtiss-Wright Corp.	États-Unis	890	807	10	2 271	39
92	91	The Aerospace Corp.	États-Unis	890	888	0	973	91
93	84	Meggitt	Royaume-Uni	880	916	-3,9	2 599	34
94	106	Bharat Dynamics	Inde	880	782	13	877	100
95	96	RUAG	Suisse	870	824	6	1 985	44
96	102	MIT	États-Unis	870	786	11	1 015	86
97	94	Moog	États-Unis	860	847	2	2 498	35
98	50	Korea Aerospace Industries	Corée du Sud	860	1 842	-53	1 833	47
99	97	NEC Corp.	Japon	850	789	8	..	..
100	99	CAE	Canada	840	809	4	2 181	38

^a Le terme « Transeuropéennes » désigne les entreprises dont les structures de propriété et de contrôle sont situées dans plus d'un pays européen.

^f Le chiffre des ventes d'armes de cette entreprise est une estimation comportant un degré élevé d'incertitude.

^g Russian Electronics est née de la fusion de United Instrument Manufacturing Corporation et de Russian Electronics. Les chiffres de ses ventes d'armes pour 2016 sont « pro forma », c'est-à-dire qu'ils correspondent aux ventes d'armes combinées des deux entreprises en 2016.

^h Hensoldt a été créée en 2017 à la suite de l'acquisition par un fonds d'investissement (KKR) d'une division allemande du groupe Airbus qui produit de l'électronique militaire. Les chiffres de ses ventes d'armes pour 2016 sont « pro forma », c'est-à-dire qu'il s'agit des ventes d'armes de la division du groupe Airbus en 2016.

ⁱ DXC est le résultat de la fusion de Computer Sciences Corporation avec certaines activités de Hewlett Packard Enterprise Services (HPES). Les chiffres de ses ventes d'armes pour 2016 sont « pro forma », c'est-à-dire qu'ils correspondent aux ventes d'armes estimées des parts de HPES faisant partie de DXC.

Source : SIPRI Arms Industry Database, déc. 2018.

À propos de la base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement

Cette FactSheet est basée sur les données de la base du SIPRI sur l'industrie de l'armement. Celle-ci répertorie les entreprises publiques et privées, à l'exclusion des unités de fabrication ou de maintenance des forces armées. Seules les entreprises ayant des activités opérationnelles dans le domaine des armements et des services militaires sont reprises, à l'exclusion des sociétés de holding ou d'investissement. 2002 est la première année pour laquelle le SIPRI dispose de données suffisantes pour inclure les entreprises russes. Les entreprises chinoises ne sont pas reprises dans la base de données.

Les données de toutes les années sont révisées annuellement en fonction des nouveaux renseignements. Par conséquent, les données de cette FactSheet remplacent les données relatives à toutes les années figurant dans les publications précédentes du SIPRI concernant le Top 100 des entreprises de production d'armes et de services militaires.

Sauf indication contraire, tous les changements sont exprimés en termes réels. Tous ceux qui ont eu lieu entre 2016 et 2017 sont basés sur la liste des entreprises classées en 2017 (c'est-à-dire que la comparaison annuelle se fait entre le même ensemble d'entreprises). Les comparaisons à plus long terme (par exemple entre 2002 et 2017) sont basées sur les ensembles d'entreprises répertoriées l'année correspondante (c'est-à-dire que la comparaison se fait entre un ensemble différent d'entreprises).

La base de données du SIPRI sur l'industrie de l'armement qui fournit des données plus détaillées pour les années 2002-17, est consultable sur le site Web du SIPRI.

Définitions

Les ventes d'armes et de services militaires (ou « ventes d'armes » en abrégé) désignent des ventes de biens et services militaires à des armées clientes à l'intérieur du pays comme à l'étranger. Les biens et services militaires sont définis comme étant des biens et services conçus spécifiquement à des fins militaires et qui comprennent les technologies connexes. Les biens militaires désignent du matériel spécifiquement militaire et ne comprennent pas les biens à usage général, tels que le carburant, le matériel de bureau et les uniformes. Les services militaires comprennent les services techniques, tels que les technologies de l'information, la maintenance, la réparation et le soutien opérationnel ; les services qui concernent le fonctionnement des forces armées, comme le renseignement, la formation et la gestion de la logistique ainsi que la sécurité armée dans les zones de conflit. Ils ne comprennent pas la fourniture en temps de paix de services purement civils, comme les soins de santé, la restauration et les transports. En revanche, les services de fourniture aux forces déployées sur le terrain sont inclus.

La définition que donne le SIPRI des « ventes d'armes » est devenue une référence car il n'existe pas d'autre définition standard généralement acceptée. Dans certains cas, les données sur les ventes d'armes représentent ce qu'une entreprise considère comme la part de ses ventes totales consacrées à la défense. Dans d'autres cas, le SIPRI utilise le chiffre d'affaires total d'une division « défense », qui peut inclure certaines ventes civiles non spécifiées. Lorsque ces données ne sont pas communiquées par l'entreprise, les ventes d'armes sont estimées par le SIPRI sur la base, par exemple, de l'attribution de contrats et d'informations générales sur les programmes de production d'armes et de services militaires.

TENDANCES DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMEMENTS, 2018

Par Pieter D. WEZEMAN, Dr. Aude FLEURANT, Alexandra KUIMOVA,
Nan TIAN, Simon T. WEZEMAN,¹⁵

Tendances générales

Le volume des transferts internationaux d'armes majeures en 2014-2018 a dépassé de 7,8 % celui de 2009-2013 et de 23 % celui de 2004-2008 (voir figure. 1). Pour la période 2014-2018, les cinq principaux exportateurs ont été les États-Unis, la Russie, la France, l'Allemagne et la Chine (voir tableau 1). Les cinq principaux importateurs ont été l'Arabie saoudite, l'Inde, l'Égypte, l'Australie et l'Algérie (voir tableau 2, page 6).

Le flux d'armes vers le Moyen-Orient a augmenté de 87 % entre 2009-2013 et 2014-2018, alors qu'il a diminué vers toutes les autres régions : Afrique, Amériques, Asie et Océanie, et Europe.

Depuis le 11 mars 2019, la base de données du SIPRI sur les transferts d'armes, gratuitement accessible, comprend des données actualisées sur les transferts d'armes de la période 1950-2018. Sur la base de ces nouvelles données, cette Fact Sheet met les tendances mondiales et régionales en évidence et aborde certaines questions liées aux transferts d'armes. Sur la base des nouvelles données, cette Fact Sheet met en évidence certaines tendances et certains problèmes majeurs dans les transferts d'armes au niveau mondial et régional.

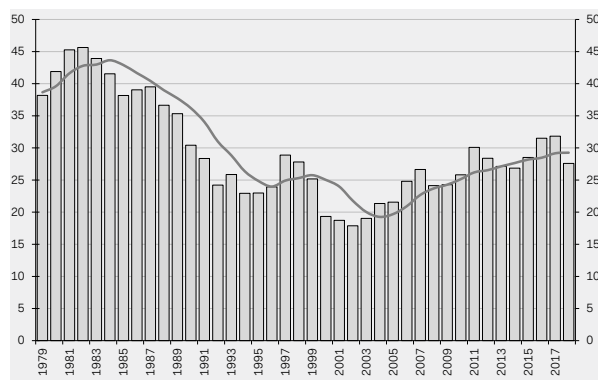
Les exportateurs, 2014-2018

Le SIPRI a identifié 67 pays comme exportateurs d'armes majeures en 2014-2018 (les 25 premiers sont répertoriés dans le tableau 1). Les cinq plus grands exportateurs sur cette période — les États-Unis, la Russie, la France, l'Allemagne et la Chine — ont représenté 75 % de l'ensemble des exportations d'armes (voir figure 2 et tableau 1).

15. Dr. Aude Fleurant (Canada/France) est Directrice de Programme au SIPRI, Pieter D. Wezeman (Pays-Bas/Suède) et Simon T. Wezeman (Pays-Bas) sont chercheurs confirmés au SIPRI et Nan Tian (Chine/Afrique du Sud) est chercheure et Alexandra Kuimova (Russie) est assistante de recherche dans le cadre du programme SIPRI sur les dépenses militaires et d'armement.

Figure 1 : ÉVOLUTION DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMES MAJEURES, 1978-2017.

Volume des transferts d'armes, en milliards de TIV



Note : Le diagramme à colonnes indique les totaux annuels et le diagramme linéaire, la moyenne mobile sur cinq ans (chaque point de données dans le graphique linéaire représente une moyenne pour le quinquennat précédent). La valeur de l'indicateur de tendance SIPRI (TIV) est une mesure du volume des transferts internationaux d'armes majeures. La méthode utilisée pour calculer le TIV SIPRI est expliquée sur la page Internet de la base de données sur les transferts d'armes.

Source : SIPRI Arms Transfers Database, mars 2019.

Les cinq plus grands exportateurs de la période 2014-2018 ont été les mêmes qu'en 2009-2013, mais leurs exportations totales combinées d'armes majeures ont augmenté de 10 %. Sur la période 2014-2018, les exportations d'armes des États-Unis, de la France et de l'Allemagne ont sensiblement augmenté ; les exportations chinoises n'ont augmenté que légèrement et les exportations russes ont diminué (voir figure 3). Les 25 premiers exportateurs d'armes ont représenté 99 % des principales exportations mondiales d'armes en 2014-2018, dont 87 % provenaient d'États d'Amérique du Nord et d'Europe (voir tableau 1).

Les États-Unis

Les États-Unis ont été le premier exportateur d'armes en 2014-2018 et 2009-2013. Leurs exportations d'armes majeures ont augmenté

Faits principaux

- Le volume des transferts internationaux d'armes majeures n'a cessé d'augmenter depuis 2003. Entre 2014 et 2018, le volume était de 7,8 % supérieur à celui de la période 2004-2008.
- Les États-Unis, la Russie, la France, l'Allemagne et la Chine étaient les cinq plus grands exportateurs entre 2014 et 2018. Ensemble, ils comptabilisent 75 % du volume total des exportations d'armes.
- Les exportations américaines ont représenté 36 % du total mondial entre 2014 et 2018. Durant cette période, les exportations d'armes des États-Unis ont augmenté de 29 % par rapport à la période 2009-2013.
- Les exportations d'armes russes ont diminué de 17 % entre les périodes 2009-2012 et 2014-2017.
- Les exportations d'armes de la France, de l'Allemagne et de la Chine en 2014-2018 ont été supérieures à celles de 2009-2013, avec des augmentations respectives de 43, 13 et 2,7 %.
- Les cinq plus grands importateurs sur la période 2014-2018 sont l'Arabie saoudite, l'Inde, l'Égypte, l'Australie et l'Algérie. Ensemble, ils ont réceptionné 35 % de toutes les importations d'armes.
- Entre 2014 et 2018, la principale région bénéficiaire a été l'Asie et Océanie (40 % des importations mondiales), suivie par le Moyen-Orient (35 %), l'Europe (11 %), l'Afrique (7,8 %) et l'Amérique (6,2 %).
- Entre 2009-2013 et 2014-2018, les importations d'armes par les États du Moyen-Orient ont augmenté de 87 %. En revanche, les importations globales ont diminué dans les Amériques (-36 %), en Europe (-13 %), en Asie et Océanie (-6,7 %) et en Afrique (-6,5 %).

Tableau 1.

LES 25 PLUS GRANDS EXPORTATEURS D'ARMES MAJEURES ET LEURS PRINCIPAUX CLIENTS, 2014-2018

Exportateur	Part des exportations d'armes (%)		Pourcentage de variation de 2009-13 à 2014-18 ^a	Principaux clients part des exportations totales des exportateurs, en %, 2014-18					
	2014-18	2009-13		1 ^{er}	%	2 ^e	%	3 ^e	%
1 États-Unis	36	30	29	Arabie saoudite	22	Australie	7,7	Émirats arabes unis	6,7
2 Russie	21	27	-17	Inde	27	Chine	14	Algérie	14
3 France	6,8	5,1	43	Égypte	28	Inde	9,9	Arabie saoudite	7,4
4 Allemagne	6,4	6,1	13	Corée du Sud	19	Grèce	10	Israël	8,3
5 Chine	5,2	5,5	2,7	Pakistan	37	Bangladesh	16	Algérie	11
6 Royaume Uni	4,2	4,3	5,9	Arabie saoudite	44	Oman	15	Indonésie	11
7 Espagne	3,2	2,9	20	Australie	42	Turquie	13	Arabie saoudite	8,3
8 Israël	3,1	2,1	60	Inde	46	Azerbaïdjan	17	Vietnam	8,5
9 Italie	2,3	2,7	-6,7	Turquie	15	Algérie	9,1	Israël	7,6
10 Pays-Bas	2,1	1,9	16	Jordanie	15	Indonésie	15	États-Unis	11
11 Corée du Sud	1,8	1,0	94	Indonésie	17	Irak	17	Royaume Uni	15
12 Royaume Uniraine	1,3	2,7	-47	Chine	27	Russie	23	Thaïlande	14
13 Suisse	1,0	0,9	20	Arabie saoudite	19	Chine	18	Indonésie	9,3
14 Turquie	1,0	0,4	170	Émirats arabes unis	30	Turkmenistan	23	Arabie saoudite	10
15 Suède	0,7	1,9	-62	Arabie saoudite	16	Émirats arabes unis	14	Algérie	10
16 Canada	0,6	0,9	-33	Arabie saoudite	22	Inde	13	Émirats arabes unis	7,6
17 Norvège	0,5	0,6	-12	Oman	28	Finlande	23	États-Unis	21
18 Émirats arabes unis	0,3	0,2	103	Égypte	41	Jordanie	10	Yémen	7,6
19 Tchèque, rép.	0,3	0,1	472	Irak	40	États-Unis	17	Vietnam	9,9
20 Belarus	0,3	0,5	-26	Vietnam	37	Soudan	18	Birmanie	12
21 Australie	0,3	0,3	3,9	États-Unis	53	Indonésie	25	Oman	8,8
22 Afrique du Sud	0,3	0,5	-35	États-Unis	21	Émirats arabes unis	21	Inde	9,8
23 Brésil	0,2	0,2	21	Afghanistan	32	Indonésie	25	Liban	9,1
24 Finlande	0,2	0,2	-9,1	Pologne	56	Royaume Uni	7,1	Suède	6,7
25 Portugal ^b	0,2	0,0	457	Roumanie	89	Belgique	7,0	Uruguay	2,7

EAU=Émirats arabes unis

a Les chiffres indiquent l'évolution du volume total des exportations d'armes par exportateur entre les deux périodes.

b Pour le Portugal, l'évolution en pourcentage entre 2009-2013 et 2014-2018 est de 0,03%.

Source : SIPRI Arms Transfers Database, mars 2019.

de 29 % entre les deux périodes et leur part des exportations mondiales totales est passée de 30 % à 36 %.

En termes de livraisons d'armes majeures, l'écart entre les États-Unis et la Russie – deuxième plus grand exportateur – s'est creusé davantage : en 2009-2013, les exportations américaines d'armes majeures étaient supérieures de 12 % à celles de la Russie, contre 75 % en 2014-2018.

Le Moyen-Orient a représenté 52 % du total des exportations d'armes des États-Unis en 2014-2018. Les exportations d'armes américaines vers cette région ont augmenté de 134 % entre 2009-2013 et 2014-2018. Les exportations d'armes des États-Unis vers l'Afrique ont également augmenté de 26 %, alors que celles vers l'Asie et Océanie (-16 %), l'Europe (-8,1 %) et les Amériques (-4,8 %) ont diminué.

Les États-Unis ont livré des armes majeures à au moins 98 États en 2014-2018, soit un nombre de destinations beaucoup plus élevé que tout autre exportateur. L'Arabie

Figure 2.

PART MONDIALE DES EXPORTATIONS D'ARMES MAJEURES PAR LES 10 PRINCIPAUX EXPORTATEURS, 2014-2018

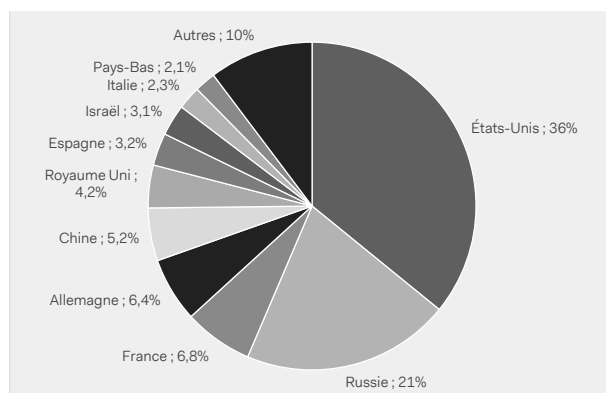
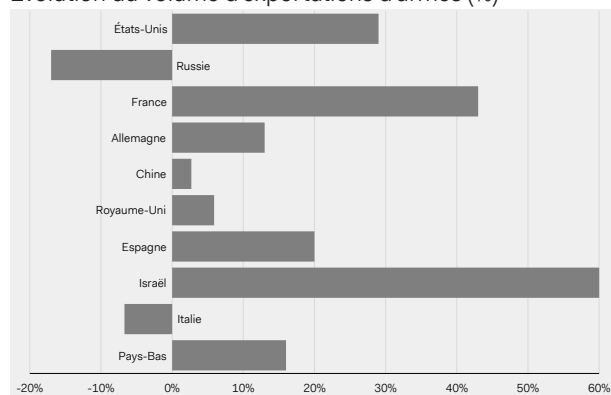


Figure 3.

VARIATIONS DU VOLUME D'EXPORTATIONS D'ARMES MAJEURES PAR LES 10 PRINCIPAUX EXPORTATEURS ENTRE LES PÉRIODES 2009-2013 ET 2014-2018

Évolution du volume d'exportations d'armes (%)



Source : SIPRI Arms Transfers Database, mars 2019.

saoudite a été le principal destinataire avec 22 % des exportations d'armes en provenance des États-Unis, contre 4,9 % en 2009-2013. En 2014-2018, les exportations d'armes américaines vers l'Arabie saoudite ont été 2,8 fois plus importantes que celles destinées à l'Australie, deuxième plus grand destinataire des armes américaines.

Entre les périodes 2009-2013 et 2014-2018, les exportations d'armes américaines vers Israël, Taiwan et le Qatar ont elles aussi fortement augmenté (par ordre d'importance). Les baisses les plus importantes ont été enregistrées, par ordre d'importance, à Singapour, en Corée du Sud et au Pakistan.

Les avions ont représenté 53 % des exportations d'armes majeures des États-Unis en 2014-2018, ce qui comprend la livraison de 255 avions de combat avancés vers 14 pays. On peut déduire du volume des commandes existantes que les avions de combat continueront d'être la principale exportation d'armes américaines dans un avenir prévisible. En 2018, par exemple, le Japon et la Belgique ont respectivement décidé d'acheter 105 et 34 avions de combat F-35, tandis que la Slovaquie a commandé 14 F-16V. Fin 2018, un total de 891 avions de combat avancés étaient en commande auprès des États-Unis.

Les missiles guidés ont compté pour 19 % des exportations d'armes majeures des États-Unis en 2014-2018. Ces exportations comprenaient la livraison de 400 missiles de croisière et de 124 missiles balistiques – les deux ayant une portée de 250 à 400 kilomètres. Les États-Unis ont également exporté environ 36 500 missiles antichars et 53 500 bombes guidées. Comme les années précédentes, les États-Unis sont restés le premier exportateur de systèmes de défense antimissile balistique en 2014-2018 (voir encadré 1).

Transferts de systèmes de défense antimissile balistique

Les préoccupations suscitées par la prolifération des missiles balistiques dans de nombreuses régions ont entraîné, au cours des dix dernières années, une augmentation du nombre de pays importateurs de systèmes de défense antimissile balistique. Le nombre de fournisseurs a également augmenté au cours de cette période.

Les États-Unis

De 1999 à 2008, les États-Unis ont été le seul exportateur de systèmes de défense antimissile balistique. Ils ont livré au Japon des systèmes AEGIS embarqués avec des missiles SM3 et des systèmes terrestres Patriot PAC3 en Allemagne, au Japon et aux Pays-Bas. En 2009-2018, les États-Unis ont livré des systèmes Patriot PAC3 au Koweït, au Qatar, à l'Arabie saoudite, à la Corée du Sud, à Taiwan et aux Émirats arabes unis (EAU). Elle a également fourni à ces derniers des systèmes THAAD basés au sol, plus performants que le Patriot PAC3. En 2018, la Pologne, la Roumanie et la Suède ont commandé les systèmes Patriot PAC3, l'Arabie saoudite a commandé le système THAAD. Le Japon a commandé des missiles SM3 supplémentaires et décidé d'acquérir des systèmes terrestres AEGIS Ashore.

Autres fournisseurs

En 2016, Israël a livré un système Barak8 terrestre à l'Azerbaïdjan et a commencé à livrer des systèmes Barak8 en Inde. Cette dernière a commandé le modèle terrestre en 2009, les livraisons devant commencer en 2020. La France a livré des systèmes SAMP/T terrestres à Singapour en 2017-2018. En 2018, la Russie a livré des systèmes S400 à la Chine. Elle a reçu des commandes de S400 de la Turquie en 2017 et de l'Inde en 2018.

Bien que les États-Unis soient le premier exportateur mondial d'armes et aient la capacité de produire tous les types d'armes, en 2014-2018, ils occupaient toujours le 16^e rang des importateurs d'armes mondiaux. Toutefois, leurs importations d'armes ont chuté de 47 % entre 2009-2013 et 2014-2018.

Russie

Les exportations russes d'armes majeures ont diminué de 17 % entre les périodes 2009-2013 et 2014-2018. Cette baisse s'explique en partie par la réduction générale des importations d'armes de l'Inde et du Venezuela, deux pays qui ont compté parmi les principaux destinataires des exportations d'armes russes au cours des années précédentes. Bien que l'Inde soit restée le principal destinataire des armes russes en 2014-2018, les exportations d'armes russes vers l'Inde ont diminué de 42 % entre les périodes 2009-2013 et 2014-2018. Les exportations d'armes vers le Venezuela, cinquième plus grand destinataire des armes russes en 2009-2013, ont diminué de 96 % entre les deux périodes.

En 2014-2018, la Russie a livré des armes majeures à 48 États. Au total, 55 % de ses exportations d'armes sont allées à ses trois principaux destinataires : l'Inde, la Chine et l'Algérie (voir tableau 1). En termes de régions, les États d'Asie et Océanie ont représenté 60 % des exportations d'armes russes en 2014-2018, l'Afrique 17 %, le Moyen-Orient 16 %, l'Europe 5,8 % et les Amériques 1,4 %.

Les exportations russes d'armes majeures vers le Moyen-Orient ont augmenté de 19 % entre 2009-2013 et 2014-2018. En 2014-2018, l'Égypte et l'Irak ont été les principaux destinataires des exportations d'armes russes vers le Moyen-Orient, dont elles ont représenté respectivement 46 % et 36 %. Les livraisons à l'Irak ont augmenté de 780 % entre 2009-2013 et 2014-2018 ; pour l'Égypte, elles ont augmenté de 150 %.

Les pays d'Europe occidentale et l'Union européenne

Les exportations d'armes combinées des États membres de l'Union européenne (UE) ont représenté 27 % du total mondial en 2014-2018. Les cinq plus grands exportateurs d'armes de l'Europe occidentale – la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Italie – ont représenté ensemble 23 % des exportations mondiales d'armes en 2014-2018, contre 21 % en 2009-2013. Pour quatre de ces pays, la région qui a enregistré la plus forte croissance des exportations est le Moyen-Orient. Les exportations d'armes françaises vers cette région ont augmenté de 261 % entre les périodes 2009-2013 et 2014-2018, et les exportations allemandes, italiennes et britanniques ont augmenté respectivement de 125, 75 et 30 %. L'Asie et Océanie a enregistré la plus forte augmentation (de 215 %) des exportations d'armes espagnoles.

Les exportations d'armements de la France ont augmenté de 43 % entre les périodes 2009-2013 et 2014-2018. Au total, 44 % des exportations d'armes françaises ont été destinées au Moyen-Orient, 29 % à l'Asie et Océanie ; 9,5 % à d'autres États d'Europe ; 8,7 % aux Amériques et 8,5 % à l'Afrique. La France a livré des armes majeures à 78 États pendant ce dernier quinquennat. L'Égypte a été de loin le premier destinataire des armes françaises durant cette période, suivie de l'Inde (voir tableau 1). Aucun des deux pays n'a été importateur d'armes majeures françaises sur la période 2009-2013.

Les exportations allemandes d'armes majeures ont augmenté de 13 % entre 2009-2013 et 2014-2018. En 2014-2018, 30 % des exportations d'armes allemandes ont été destinées à l'Asie et Océanie, 27 % à d'autres États d'Europe, 25 % au Moyen-Orient, 11 % aux Amériques et 7,3 % à l'Afrique. Les navires, en particulier les sous-marins, ont représenté 52 % des exportations d'armes allemandes en 2014-2018.

Entre 2009-2013 et 2014-2018, les exportations d'armes britanniques ont augmenté de 5,9 %. En 2014-2018, 59 % des exportations d'armes britanniques sont allées au Moyen-Orient, dont la majeure partie était constituée de livraisons d'avions de combat à l'Arabie saoudite et à Oman.

Chine

Alors que les exportations d'armes chinoises ont augmenté de 195 % entre 2004-2008 et 2009-2013, elles n'ont augmenté que de 2,7 % entre 2009-2013 et 2014-2018. En 2014-2018, l'Asie et Océanie a représenté 70 % des exportations d'armes chinoises, l'Afrique 20 % et le Moyen-Orient 6,1 %.

Le nombre de pays vers lesquels la Chine livre des armes majeures a considérablement augmenté au cours des dernières années. En 2014-2018, la Chine a livré des armes

majeures à 53 pays, contre 41 en 2009-2013 et 32 en 2004-2008. Le Pakistan en a été le principal bénéficiaire (37 %) en 2014-2018, comme il l'a été pour tous les quinquennats depuis 1991. La Chine a fourni des volumes relativement faibles d'armes majeures à une grande quantité de pays : 39 des 53 bénéficiaires en 2014-2018 représentaient chacun moins de 1 % du total des exportations d'armes chinoises.

Les exportations d'armes de la Chine sont limitées en raison de la volonté politique de nombreux pays – dont 4 des 10 plus grands importateurs d'armes en 2014-2018 (l'Inde, l'Australie, la Corée du Sud et le Vietnam) – de ne pas acheter d'armes chinoises. Néanmoins, les améliorations apportées à la technologie militaire chinoise ont ouvert la voie à la croissance des exportations d'armes, y compris vers de nouveaux clients. En 2014-2018, la Chine est devenue le premier exportateur sur le marché de niche des véhicules aériens sans pilote de combat (UCAV), les États du Moyen-Orient en étant les principaux bénéficiaires (voir encadré 2, page 10).

Autres exportateurs d'armes

De la période 2009-2013 à la période 2014-2018, les exportations d'armes de la Corée du Sud et de la Turquie ont respectivement augmenté de 94 et 170 %. Les deux pays ont adopté des politiques visant à accroître leurs exportations d'armes. Cependant, tous deux sont restés en dehors du top 10 des premiers exportateurs d'armes en 2014-2018 : la Corée du Sud était 11e et la Turquie 14e.

D'une manière générale, une politique de croissance ambitieuse des exportations d'armes est difficilement réalisable à long terme, d'autant que l'histoire récente a montré que les exportations d'armes des petits exportateurs peuvent fluctuer considérablement. Par exemple, la Suède s'est classée 15e exportatrice d'armes en 2014-2018, après avoir été 7e en 1999-2003. De même, le Brésil a été le 23e exportateur d'armes en importance en 2014-2018, comparativement à la 13e place en 1984-1988 lorsque les exportations brésiliennes d'armes ont atteint leur sommet.

Les importateurs, 2014-2018

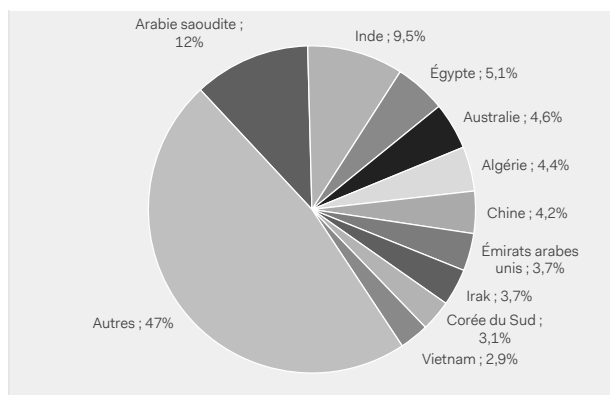
Le SIPRI a identifié 155 pays comme importateurs d'armes majeures en 2014-2018. Les cinq principaux importateurs d'armes – l'Arabie saoudite, l'Inde, l'Égypte, l'Australie et l'Algérie – ont représenté 35 % du total des importations d'armes en 2014-2018 (voir figure 4 et tableau 2). L'Arabie saoudite et l'Inde figuraient parmi les cinq premiers importateurs sur les périodes 2009-2013 et 2014-2018. Au niveau régional, l'Asie et Océanie a représenté 40 % des importations en 2014-2018, suivie du Moyen-Orient, de l'Europe, de l'Afrique et des Amériques (voir figure 5).

Afrique

Entre 2009-2013 et 2014-2018, les importations d'armes par les États africains ont diminué de 6,5 %. L'Algérie représentait 56 % des importations d'armes africaines, le Maroc 15 % et le Nigéria 4,8 %. Les quatre pays d'Afrique du Nord (Algérie, Libye, Maroc

Figure 4.

PART DES DIX PLUS GRANDS IMPORTATEURS DANS LES IMPORTATIONS MONDIALES D'ARMES, 2014-2018.



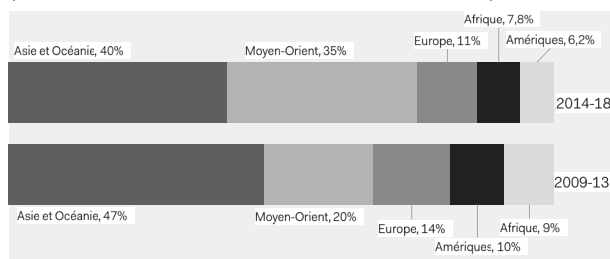
Source : SIPRI Arms Transfers Database, mars 2019.

Figure 5.

LES IMPORTATEURS DES PRINCIPALES ARMES, PAR RÉGION, 2014-2018 ET 2009-2013, EN POURCENTAGE DE LA PART MONDIALE

Volume des transferts d'armes

(milliards de valeurs d'indicateurs de tendance)



Note : La valeur de l'indicateur de tendance du SIPRI (TIV) est une mesure du volume des transferts internationaux d'armes majeures. La méthode utilisée pour calculer la VTI du SIPRI est décrite sur la page Web de la base de données sur les transferts d'armes.

Source : SIPRI Arms Transfers Database, mars 2019.

et Tunisie) ont représenté 75 % des importations d'armes africaines. Leurs importations d'armes ont augmenté de 20 % entre 2009-2013 et 2014-2018.

Les États d'Afrique subsaharienne ont reçu 25 % du total des importations africaines en 2014-2018. Leurs importations d'armes ont diminué de 45 % entre 2009-2013 et 2014-2018. Les cinq principaux importateurs d'armes en Afrique subsaharienne étaient le Nigeria, l'Angola, le Soudan, le Cameroun et le Sénégal. Ensemble, ils ont représenté 56 % des importations d'armes dans la sous-région.

Concurrence des fournisseurs d'armes en Afrique

En 2014-2018, la Russie a représenté 49 % des importations totales d'armes en Afrique du Nord, les États-Unis 15 %, la Chine 10 %, la France 7,8 % et l'Allemagne 7,7 %. La Russie a représenté 66 % des importations d'armes algériennes en 2014-2018, contre 90 % en 2009-2013. Les autres principaux fournisseurs d'armes de l'Algérie en 2014-2018 étaient la Chine (13 %) et l'Allemagne (10 %). Les États-Unis (62 %) et la France (36 %) ont été les principaux fournisseurs d'armes du Maroc en 2014-2018.

Vers l'Afrique subsaharienne, la Russie a représenté 28 % des exportations d'armes en 2014-2018, la Chine 24 %, l'Ukraine 8,3 %, les États-Unis 7,1 % et la France 6,1 %. En 2009-2013, l'Ukraine était le premier fournisseur de l'Afrique subsaharienne, mais ses exportations d'armes vers la région ont diminué de 79 % entre 2009-2013 et 2014-2018.

Le Nigeria, premier importateur d'armes en Afrique subsaharienne en 2014-2018, a reçu 35 % de ses importations d'armes en provenance de Russie, 21 % de Chine et 15 % des États-Unis.

Tableau 2.

LES 40 PLUS GRANDS IMPORTATEURS D'ARMES MAJEURES ET LEURS PRINCIPAUX FOURNISSEURS, 2014-2018

Remarque : Le pourcentage est arrondi à 1 décimale (sauf les pourcentages supérieurs à 10, arrondis à l'unité).

Importateur	Part des importations d'armes (%)		Pourcentage de variation de 2009-13 à 2014-18 ^a	Principaux fournisseurs part des importations totales des importateurs, en %, 2014-18					
	2014-18	2009-13		1 ^{er}	%	2 ^e	%	3 ^e	%
1 Arabie saoudite	12	4,3	192	États-Unis	68	Royaume Uni	16	France	4,3
2 Inde	9,5	13,0	-24	Russie	58	Israël	15	États-Unis	12
3 Égypte	5,1	1,8	206	France	37	Russie	30	États-Unis	19
4 Émirats arabes unis	4,6	3,6	37	États-Unis	60	Espagne	29	France	5
5 Chine	4,4	3,1	55	Russie	66	Chine	13	Allemagne	10
6 Australie	4,2	4,8	-7,0	Russie	70	France	10	Ukraine	8,6
7 Algérie	3,7	4,2	-5,8	États-Unis	64	France	10	Turquie	7,8
8 Irak	3,7	1,6	139	États-Unis	47	Russie	33	Corée du Sud	8
9 Pakistan	3,1	3,6	-8,6	États-Unis	51	Allemagne	39	Royaume Uni	3
10 Indonésie	2,9	1,8	78	Russie	78	Israël	9,1	Belarus	4,1
11 Vietnam	2,7	4,8	-39	Chine	70	États-Unis	8,9	Russie	6
12 Turquie	2,5	1,4	86	Royaume Uni	19	États-Unis	18	Pays-Bas	13
13 Corée du Sud	2,3	3,2	-21	États-Unis	60	Espagne	17	Italie	15
14 États-Unis	2,0	0,7	225	États-Unis	65	Allemagne	15	France	7,4
15 Taiwan (Rép. de Chine)	2,0	0,5	354	États-Unis	64	Allemagne	27	Italie	8,9
16 Oman	1,8	3,7	-47	Allemagne	22	Pays-Bas	13	France	11
17 Israël	1,7	1,0	83	États-Unis	100	Allemagne	0,2	Italie	0,1
18 Royaume uni	1,6	0,6	213	Royaume Uni	39	États-Unis	30	Norvège	8,5
19 Bangladesh	1,6	1,7	2,3	États-Unis	71	Corée du Sud	17	Allemagne	4,5
20 Qatar	1,5	0,6	162	États-Unis	59	Allemagne	26	Israël	7,5
21 Singapour	1,4	1,3	15	États-Unis	95	Royaume Uni	3,1	Suède	1,5
22 Italie	1,3	3,7	-63	États-Unis	46	France	21	Espagne	11
23 Azerbaïdjan	1,3	1,2	15	Russie	51	Israël	43	Turquie	2,8
24 Japon	1,2	2,0	-35	États-Unis	62	France	36	Italie	0,6
25 Venezuela	1,2	0,7	75	Chine	70	Russie	18	États-Unis	3,2
26 Canada	1,0	0,8	42	États-Unis	63	Pays-Bas	16	Allemagne	6,9
27 Koweït	1,0	0,7	46	Corée du Sud	20	Ukraine	18	Chine	18
28 Grèce	1,0	1,5	-30	Allemagne	67	États-Unis	20	France	8,4
29 Thaïlande	1,0	0,2	348	États-Unis	87	Russie	3,4	Suisse	2,9
30 Maroc	0,9	0,3	232	Russie	84	Espagne	5,5	France	3
31 Kazakhstan	0,9	0,6	61	Pays-Bas	37	États-Unis	30	Italie	5,8
32 Finlande	0,8	1,1	-22	États-Unis	76	Corée du Sud	9,3	Italie	6,2
33 Jordanie	0,8	1,6	-48	États-Unis	66	Russie	18	Brésil	10
34 Afghanistan	0,7	0,5	40	États-Unis	63	France	9,4	Pays-Bas	8,9
35 Mexique	0,6	1,0	-28	France	26	États-Unis	17	Royaume Uni	15
36 Birmanie	0,6	1,1	-40	Chine	61	Russie	20	Belarus	6,5
37 Brésil	0,6	0,4	64	États-Unis	37	Pays-Bas	19	Norvège	19
38 Pologne	0,6	0,6	2,5	Allemagne	28	Finlande	20	Italie	16
39 Turkménistan	0,5	0,4	59	Turquie	43	Chine	31	Russie	13
40 Norvège	0,5	0,1	303	Corée du Sud	34	Russie	22	Italie	14

EAU = Émirats arabes unis

^a Les chiffres indiquent l'évolution entre les deux périodes du volume total des importations d'armes par importateur.

G5 Force interarmées du Sahel

Bien que de nombreux États d'Afrique subsaharienne soient touchés par des conflits armés et que certains reçoivent une aide militaire étrangère, le volume d'armes majeures importées par ces États est relativement faible. Le cas du Burkina Faso, du Tchad, du Mali, de la Mauritanie et du Niger, qui ont créé en 2017 la Force conjointe du Groupe des cinq pour le Sahel (G5 Sahel) afin de mener des opérations militaires collectives contre des groupes armés tels que Boko Haram, illustre bien cette situation. En 2014-2018, les importations d'armes combinées des pays du G5 Sahel représentaient 0,2 % du total mondial. Au cours de cette période, ils ont reçu 26 avions militaires – dont 5 avions de combat légers et 2 hélicoptères de combat – et 179 véhicules blindés légers.

Amérique centrale et Caraïbes et Amérique du Sud

Les importations d'armes majeures par les États d'Amérique centrale et des Caraïbes ont augmenté de 49 % entre 2009-2013 et 2014-2018. En revanche, les importations d'armes par les États d'Amérique du Sud ont diminué de 51 % entre les deux périodes. Ensemble, les deux sous-régions ont représenté 3,4 % du total des importations mondiales d'armes en 2014-2018. Les États-Unis ont été le principal exportateur vers les deux sous-régions : en 2014-2018, ils ont représenté 17 % des importations d'armes des États d'Amérique du Sud et 47 % de celles des États d'Amérique centrale et des Caraïbes. La France (13 %) et l'Allemagne (9,7 %) ont été les autres principaux fournisseurs de l'Amérique du Sud sur la période. Les Pays-Bas (16 %) ont été le deuxième fournisseur d'armes de l'Amérique centrale et des Caraïbes en 2014-2018.

Le Mexique a représenté 72 % des importations d'armes en Amérique centrale et dans les Caraïbes en 2014-2018. Ses importations d'armes ont augmenté de 40 % entre 2009-2013 et 2014-2018, principalement en raison de la participation de l'armée mexicaine à des opérations internes contre les cartels de la drogue.

Le Brésil a représenté 27 % des importations d'armes sud-américaines en 2014-2018. Les importations d'armes brésiliennes ont diminué de 28 % entre 2009-2013 et 2014-2018. Celles du Venezuela, qui était le premier importateur d'armes en Amérique du Sud en 2009-2013, ont diminué de 83 % entre les deux périodes. Cette baisse a coïncidé avec une grave crise économique dans le pays.

Asie et Océanie

Les importations d'armes par les États de la région Asie et Océanie ont diminué de 6,7 % entre 2009-2013 et 2014-2018. Ces États ont reçu 40 % des importations mondiales d'armes en 2014-2018, contre 47 % en 2009-2013. Sur les 10 plus grands importateurs en 2014-2018, la moitié se trouvait en Asie et Océanie : l'Inde, l'Australie, la Chine, la Corée du Sud et le Vietnam. La Russie a représenté 31 % des exportations d'armes vers la région, les États-Unis 27 % et la Chine 9,0 %.

Australie

En raison de sa perception accrue des menaces dans la région Asie-Pacifique, l'Australie s'est lancée dans d'importants programmes d'achats militaires. En conséquence, ses importations d'armes ont augmenté de 37 % entre 2009-2013 et 2014-2018, pour atteindre leur niveau le plus élevé depuis 1950. En 2014-2018, l'Australie était le quatrième importateur mondial d'armes et représentait 4,6 % du total mondial. Toutes les forces armées ont reçu de nouvelles armes majeures en 2014-2018, et privilégié en particulier les avions et les navires. Les livraisons d'avions de combat F-35 et d'avions de guerre anti-sous-marins en provenance des États-Unis ont représenté 53 % des importations d'armes australiennes en 2014-2018, tandis que les navires en provenance d'Espagne ont représenté 29 %. Les livraisons importantes d'avions et de navires supplémentaires sont en suspens.

Asie du Sud

Malgré le conflit de longue date entre l'Inde et le Pakistan, les importations d'armes des deux pays ont diminué en 2014-2018 par rapport à 2009-2013.

L'Inde a été le deuxième importateur mondial d'armes majeures en 2014-2018 et représentait 9,5 % du total mondial. Ses importations ont diminué de 24 % entre 2009-2013 et 2014-2018, en partie en raison de retards dans les livraisons d'armes produites sous licence auprès de fournisseurs étrangers, comme les avions de combat commandés à la Russie en 2001 et les sous-marins commandés à la France en 2008. La Russie a représenté 58 % des importations d'armes de l'Inde en 2014-2018, contre 76 % en 2009-2013. Israël, les États-Unis et la France ont tous augmenté leurs exportations d'armes vers l'Inde en 2014-2018.

Les importations d'armes du Pakistan ont diminué de 39 % entre 2009-2013 et 2014-2018. Les États-Unis sont devenus de plus en plus réticents à fournir une aide militaire ou à vendre des armes au Pakistan : Les exportations d'armes des États-Unis vers le Pakistan ont chuté de 81 % entre 2009-2013 et 2014-2018. Le Pakistan s'est plutôt tourné vers d'autres fournisseurs. Par exemple, en 2018, elle a commandé 4 frégates et 30 hélicoptères de combat à la Turquie.

Chine

Malgré le développement rapide de ses capacités de production d'armes au cours des dernières années, la Chine était le sixième importateur mondial d'armes en 2014-2018 et représentait 4,2 % du total mondial. Ses importations d'armes ont diminué de 7 % entre 2009-2013 et 2014-2018. La Russie a représenté 70 % des importations d'armes chinoises en 2014-2018. La Chine reste dépendante de ses importations pour certaines technologies d'armement telles que les moteurs des avions de combat et des grands navires, ainsi que les systèmes de défense aérienne et antimissile à longue portée. Sa propre industrie de l'armement n'a pas encore développé la capacité technologique nécessaire pour répondre aux besoins des fournisseurs russes dans ces domaines.

Europe

Les importations des États européens ont diminué de 13 % entre 2009-2013 et 2014-2018. Cette baisse est en partie imputable aux effets à long terme de la crise économique mondiale qui a débuté vers 2008 et qui a conduit de nombreux pays européens à réduire leurs achats d'armes. Les pays européens ont représenté 11 % du total des importations mondiales en 2014-2018. Bien que de nombreux grands pays européens disposent d'importantes industries de l'armement, ils continuent tous à importer des armes. Toutefois, en 2018, la Russie n'importait plus d'armes majeures et n'avait plus de commandes en souffrance auprès de fournisseurs étrangers. Avant 2014, la Russie importait des armes de l'Ukraine et avait commencé à en importer également d'autres pays européens. L'annexion de la Crimée par la Russie en 2014 a mis fin à ces relations de commerce des armes.

Au fil des ans, certains États membres de l'UE ont appelé à une coopération accrue pour le développement des armes. Les États membres ont également été encouragés à se procurer leurs armes auprès de l'UE. Toutefois, en 2014-2018, les États-Unis représentaient 41 % des importations d'armes majeures des États membres de l'UE et 12 % provenaient d'autres États non membres. Les États-Unis resteront un important fournisseur des États membres de l'UE dans les années à venir, en grande partie grâce aux livraisons en suspens d'un total de 296 avions de combat F-35 en Belgique, au Danemark, en Italie, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. La concurrence entre les fournisseurs de l'UE et des États-Unis s'est poursuivie en 2018 : par exemple, plutôt que de choisir les alternatives disponibles dans les États membres de l'UE, la Belgique et la Slovaquie ont décidé d'acheter des avions de combat américains et le Royaume-Uni a commandé des avions de guerre anti-sous-marins américains.

Europe centrale et du Nord

Bien que les importations d'armes en Europe aient globalement diminué en 2014-2018, de nombreux États de la région – en particulier en Europe centrale et septentrionale où les tensions avec la Russie s'accroissent – ont mis en œuvre d'importants programmes d'achats militaires depuis 2014. La Norvège a commandé cinq avions de guerre anti-sous-marins des États-Unis et quatre sous-marins de l'Allemagne en 2014-2018. Elle a également reçu les 16 premiers d'un total de 52 avions de combat F-35 commandés aux États-Unis en 2008.

En 2018, la Pologne et la Roumanie ont commandé respectivement 30 et 54 missiles balistiques à courte portée aux États-Unis. La commande polonaise s'est ajoutée aux 138 missiles de croisière à lanceur aérien commandés aux États-Unis en 2015-2016. La Pologne, la Roumanie et la Suède ont commandé des systèmes de défense aérienne et antimissile américains en 2018.

Les importations d'armes de l'Ukraine ont été limitées en 2014-2018, malgré le conflit en cours dans ce pays, qui a débuté en 2014.

Transferts de véhicules aériens de combat sans pilote

Le nombre de pays qui importent et utilisent des véhicules aériens de combat sans pilote (UCAV) – qui sont des avions armés télécommandés, souvent appelés drones armés – a continué à augmenter en 2014-2018. L'impact de la prolifération des UCAV sur la paix et la sécurité fait l'objet d'un grand débat.

La Chine est devenue le premier exportateur d'UCAV. Alors qu'elle en avait exporté dix exemplaires vers deux pays en 2009-2013, elle en a exporté 153 vers 13 pays, dont cinq au Moyen-Orient en 2014-2018 : l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis (EAU), l'Irak et la Jordanie.

En revanche, les États-Unis ont livré trois UCAV en 2009-2013 et cinq en 2014-2018. Au cours des deux périodes, toutes les livraisons ont été effectuées au Royaume-Uni. L'Iran a livré 10 UCAV à la Syrie en 2014-2018, tandis que les EAU en ont livré deux à l'Algérie.

Malgré l'augmentation des exportations d'UCAV en 2014-2018, les transferts de ces systèmes ont représenté moins de 0,4 % du total des transferts d'armes au cours de cette période.

Moyen-Orient

Les importations d'armes par les États du Moyen-Orient ont augmenté de 87 % entre 2009-2013 et 2014-2018. Quatre des dix principaux pays importateurs d'armes au monde en 2014-2018 se trouvaient au Moyen-Orient : l'Arabie saoudite, qui a reçu 33 % des transferts d'armes vers la région, l'Égypte (15 %), les Émirats arabes unis (EAU ; 11 %) et l'Irak (11 %). Les États-Unis ont fourni 54 % du total des transferts d'armes à la région, la Russie 9,6 % et la France 8,6 %.

La région du Golfe

Les importations d'armes par certains États arabes du Golfe ont fortement augmenté entre 2009-2013 et 2014-2018. Parmi les principales raisons de ces augmentations figurent la méfiance mutuelle entre l'Iran, d'une part, et l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, d'autre part ; la guerre au Yémen, qui a commencé en 2015 ; et depuis la mi-2017, les relations hostiles entre le Qatar, d'une part, et l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, de l'autre.

Les importations d'armes par l'Arabie saoudite ont augmenté de 192 % entre 2009-2013 et 2014-2018, ce qui en fait le premier importateur mondial d'armes en 2014-2018. Les États-Unis ont fourni 68 % des importations d'armes de l'Arabie saoudite. Les livraisons d'armes à l'Arabie saoudite en 2014-2018 comprenaient 56 avions de combat en provenance des États-Unis et 38 du Royaume-Uni. Dans les deux cas, les avions étaient équipés de missiles de croisière et d'autres armes guidées. Les livraisons prévues pour 2019-2023 comprennent 98 avions de combat, sept systèmes de défense antimissile et 83 chars des États-Unis, 737 véhicules blindés du Canada, cinq frégates espagnoles ainsi que des missiles balistiques à courte portée de l'Ukraine.

En 2014-2018, les Émirats arabes unis étaient le septième plus grand importateur d'armes au monde. Les États-Unis représentaient 64 % des importations d'armes des Émirats arabes unis. En 2014-2018, cinq systèmes de défense antimissile, 124 missiles balistiques à courte portée et 1 671 véhicules blindés de transport de troupes en provenance des États-Unis ainsi que 3 corvettes françaises ont été livrés. Certains véhicules blindés ont ensuite été fournis par les Émirats arabes unis à des milices au Yémen.

Les importations d'armes qataries ont augmenté de 225 % entre 2009-2013 et 2014-2018. En 2014-2018, les États-Unis ont représenté 65 % des importations d'armes du Qatar, qui a également importé de plus petits volumes d'armes auprès d'autres fournisseurs, notamment des chars allemands, des avions de combat français, des missiles balistiques à courte portée chinois et des systèmes de défense aérienne à courte portée russes. Les livraisons prévues au Qatar pour 2019-2023 comprennent 93 avions de combat (36 des États-Unis, 33 de France et 24 du Royaume-Uni) et quatre frégates italiennes.

L'Iran a représenté 0,9 % des importations d'armes au Moyen-Orient en 2014-2018. Depuis 2010, elle fait l'objet d'un embargo sur les armes décrété par les Nations unies, qui devrait durer jusqu'à la fin de 2020.

L'Irak et la Syrie

Alors que le conflit faisait rage en Irak et en Syrie en 2014-2018, les tendances des importations d'armes par les gouvernements de ces pays étaient très différentes. En 2014-2018, l'Irak était le 8e importateur d'armes, tandis que la Syrie occupait le 60e rang. L'Irak a reçu une grande diversité d'armes majeures – notamment des avions de combat et des hélicoptères d'attaque – principalement des États-Unis et de la Russie. Ses importations d'armes ont augmenté de 139 % entre 2009-2013 et 2014-2018. En revanche, les importations d'armes de la Syrie ont chuté de 87 % entre les deux périodes. Alors qu'en 2009-2013, la Russie a fourni à la Syrie des systèmes de défense aérienne et des missiles antinavires de grande valeur, en 2014-2018, elle a fourni principalement des armes de faible valeur telles que des véhicules blindés d'occasion. Toutefois, en 2018, la Russie a livré trois systèmes de défense aérienne à longue portée à la Syrie, sa première exportation d'armes de grande valeur vers ce pays depuis 2013.

ANNEXE 1. **DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES, PAR RÉGIONS, 2008-2018** **En milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2017**

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2018 (courant)	% variation 2009-2018
Monde	1 576,8	1 688,7	1 722,0	1 727,6	1 715,3	1 690,9	1 687,4	1 715,3	1 715,3	1 734,6	1 780,0	1 822,1	5,4%
Afrique	34,5	35,9	37,6	40,6	41,5	45,7	46,9	43,8	42,9	42,7	39,2	40,6	9,2%
Afrique du Nord	10,1	11,5	12,7	15,8	17,1	19,9	20,8	21,2	21,4	21,1	19,9	22,2	73,8%
Afrique Sub-saharienne	24,4	24,4	25,0	24,8	24,3	25,8	26,1	22,5	21,5	21,7	19,3	18,4	-21,1%
Amérique	780,0	840,4	863,6	854,1	811,2	754,8	714,2	701,0	694,1	682,7	723,0	734,6	-14,0%
Amérique centrale et Caraïbes	5,5	6,1	6,5	6,8	7,4	7,8	8,5	8,9	8,2	7,7	8,4	8,6	38,6%
Amérique du Nord	725,3	782,9	802,0	792,9	747,9	688,7	647,3	634,7	631,3	627,1	654,9	670,4	-16,3%
Amérique du Sud	49,2	51,5	55,1	54,4	55,9	58,3	58,4	57,5	54,6	57,9	59,7	55,6	15,9%
Asie et Océanie	300,1	337,9	346,1	359,9	374,2	392,8	414,9	438,0	459,7	478,1	493,8	507,4	46,1%
Asie centrale et du Sud	56,0	64,3	65,2	66,4	66,8	67,0	70,5	72,3	78,0	83,7	87,2	85,9	35,7%
Asie de l'Est	192,1	218,4	225,1	237,0	250,4	265,7	282,7	298,0	310,0	322,9	336,3	350,5	54,0%
Asie du Sud-Est	29,4	30,8	31,2	32,2	33,5	36,9	36,6	40,2	41,6	41,3	41,0	41,9	33,3%
Océanie	22,7	24,4	24,7	24,3	23,5	23,3	25,1	27,5	30,0	30,1	29,2	29,1	19,8%
Europe	331,2	337,4	331,4	325,8	329,2	323,9	326,9	336,0	350,5	342,8	347,7	363,9	3,1%
Europe centrale	20,1	19,4	18,7	18,2	18,0	17,8	18,8	21,3	21,6	23,4	26,1	28,3	34,5%
Europe orientale	53,9	55,5	56,4	60,6	69,7	73,1	78,5	84,6	89,3	73,1	71,9	69,5	29,5%
Europe occidentale	257,2	262,5	256,3	247,0	241,5	233,0	229,5	232,2	239,6	246,3	249,7	266,1	-4,9%
Moyen-Orient	131,0	137,1	143,2	147,2	159,2	173,7	184,5	194,5	168,1	178,3	176,3	..	..

Source : SIPRI Military Expenditure Database, http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database
Italique = plus de 10 % du chiffre total consistant en des estimations pour les pays dont les données sont manquantes
 En milliards de dollars de 2017 (prix courants)

ANNEXE 2.
LES DÉPENSES MILITAIRES DES 15 PAYS LES PLUS DÉPENSISERS EN 2018
En milliards de dollars de 2018 (prix courants)

Rang	Pays	Population			PIB			Dépenses militaires			
		en millions (2018)	en % du total mondial	milliards USD prix courants (2018)	en % du total mondial	milliards USD prix courants (2018)	en % du total mondial	en USD, par habitant	en % du PIB		
1	États-Unis	327,4	4,4	20 580,3	24,2	648,8	35,6	1 982,0	3,2		
2	Chine	1 395,4	18,7	13 368,1	15,7	250,0	13,7	179,2	1,9		
3	Arabie saoudite	33,4	0,4	786,5	0,9	67,6	3,7	2 021,7	8,6		
4	Inde	1 334,2	17,9	2 718,7	3,2	66,5	3,7	49,8	2,4		
5	France	64,7	0,9	2 780,2	3,3	63,8	3,5	985,7	2,3		
Sous-total top 5		3 155,1	42,2	40 233,7	47,4	1 096,7	60,2	347,6	2,7		
6	Russie	146,8	2,0	1 657,3	2,0	61,4	3,4	418,2	3,7		
7	Royaume-Uni	66,4	0,9	2 828,8	3,3	50,0	2,7	752,6	1,8		
8	Allemagne	82,9	1,1	3 951,3	4,7	49,5	2,7	596,7	1,3		
9	Japon	126,5	1,7	4 971,8	5,9	46,6	2,6	368,5	0,9		
10	Corée du Sud	51,6	0,7	1 720,5	2,0	43,1	2,4	834,1	2,5		
Sous-total top 10		3 629,4	48,6	55 363,4	65,2	1 347,2	73,9	371,2	2,4		
11	Italie	60,5	0,8	2 075,9	2,4	27,8	1,5	459,7	1,3		
12	Brésil	208,5	2,8	1 867,8	2,2	27,8	1,5	133,2	1,5		
13	Australie	25,2	0,3	1 420,0	1,7	26,7	1,5	1 061,3	1,9		
14	Canada	37,0	0,5	1 712,5	2,0	21,6	1,2	584,4	1,3		
15	Turquie	82,0	1,1	771,3	0,9	19,0	1,0	231,3	2,5		
Sous-total top 15		4 042,5	54,1	63 210,9	74,4	1 470,1	80,7	363,7	2,3		
Monde		7 472,2	100,0	84 929,5	100,0	1 822,1	100,0	243,8	2,1		

Sources :

- Population et PIB : Fonds Monétaire International, <http://www.imf.org/external/datamapper/datasets>

- Dépenses militaires : SIPRI Military Expenditure Database, http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database

ANNEXE 3. **LES DÉPENSES MILITAIRES DES PAYS MEMBRES ET CANDIDATS DE L'UE ET DES ÉTATS-UNIS, 2008-2018,** **en millions de dollars, aux prix et taux de change de 2017**

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018 (courant)	% variation 2008-2018	% variation 2017-2018
Union européenne (UE)													
1 Allemagne	40 819	42 362	42 824	41 599	42 591	40 133	39 951	41 177	42 918	45 382	46 192	9,0%	1,8%
2 Autriche	3 348	3 126	3 108	3 038	2 997	2 881	2 905	2 777	2 989	3 138	3 140	0,4%	0,0%
3 Belgique	5 572	5 248	5 026	4 850	4 796	4 674	4 598	4 427	4 470	4 485	4 614	4,960	-12,1%
4 Bulgarie	905	860	817	693	709	758	715	677	782	824	1 015	1 096	23,2%
5 Chypre	359	392	407	377	344	310	293	328	301	357	360	382	0,7%
6 Croatie	1 065	973	902	934	853	816	780	778	727	784	827	890	-8,1%
7 Danemark	4 145	3 897	4 149	3 867	3 988	3 658	3 497	3 461	3 690	3 764	3 971	4 228	15,0%
8 Espagne	18 730	17 980	18 097	16 694	16 884	14 730	14 708	15 634	14 497	16 044	17 039	18 248	-5,2%
9 Estonie	461	417	325	346	404	417	446	486	522	537	571	618	36,9%
10 Finlande	3 374	3 542	3 464	3 519	3 563	3 585	3 401	3 477	3 491	3 430	3 615	3 849	2,0%
11 France	54 907	58 612	55 932	54 588	53 814	53 679	54 473	56 672	58 795	60 417	59 542	63 800	1,6%
12 Grèce	8 675	9 095	6 989	5 627	4 977	4 648	4 610	4 889	5 092	5 094	4 934	5 227	-45,8%
13 Hongrie	1	26	37	44	39	42	46	51	53	57	60	63	-3,1%
14 Irlande	1 206	1 190	1 134	1 075	1 018	1 013	1 009	1 012	1 020	1 025	1 140	1 208	4,4%
15 Italie	31 387	30 358	29 491	28 880	26 696	25 674	23 701	22 695	25 709	26 448	26 082	27 808	11,2%
16 Lettonie	507	322	244	252	232	249	258	295	425	509	629	680	-14,1%
17 Lituanie	494	373	311	301	301	311	375	499	669	812	956	1 030	23,5%
18 Luxembourg	207	205	259	223	218	225	242	285	269	358	393	419	17,7%
19 Malte	49	53	55	46	46	47	49	53	61	64	65	69	156,3%
20 Pays-Bas	10 786	11 019	10 555	10 201	9 585	8 928	8 940	8 919	9 376	9 581	10 535	11 243	91,4%
21 Pologne	6 883	7 261	7 607	7 714	7 781	7 718	8 587	10 219	9 653	9 871	10 749	11 596	21,0%
22 Portugal	4 046	4 425	4 364	4 169	3 702	4 080	3 563	3 679	3 671	3 647	3 969	4 248	-4,4%
23 Roumanie	2 366	2 012	1 853	1 917	1 865	2 007	2 193	2 530	2 669	3 622	4 258	4 609	10,0%
24 Royaume-Uni	54 983	56 163	55 407	53 388	51 237	49 199	47 921	46 834	46 903	46 433	46 883	49 997	-10,3%
25 Slovaquie	1 263	1 207	1 056	906	907	821	848	1 005	1 031	1 049	1 186	1 281	17,5%
26 Slovénie	700	705	702	567	488	433	415	411	462	474	493	529	-16,5%
27 Suède	4 971	4 875	5 276	4 961	5 085	5 094	5 397	5 455	5 527	5 527	5 733	5 755	-1,7%
28 Tchéquie, République	2 406	2 478	2 248	2 024	1 946	1 855	1 846	1 919	2 080	2 078	2 446	2 710	-30,1%
Union européenne	263 551	268 205	261 739	251 849	246 193	237 984	235 767	240 643	247 853	255 811	261 394	279 381	17,6%
Pays candidats													
29 Albanie	219	174	187	186	181	171	166	145	139	144	160	180	-1,3%
30 A.R.Y. de Macédoine	77	71	72	70	62	56	59	59	64	66	77	84	-2,5%
31 Monténégro	147	144	122	114	108	107	106	102	104	112	109	117	10,8%
32 Serbie	903	888	862	828	800	775	782	753	747	802	813	904	17,9%
33 Turquie	12 482	13 357	13 067	13 214	13 504	13 838	13 917	14 355	16 630	17 824	22 088	18 967	-23,2%
États-Unis (US)	707 151	763 872	784 835	775 156	731 086	673 102	631 513	616 483	612 889	605 803	633 565	648 798	65,4%
Reste du monde [M-(UE-US)]	606 088	656 652	675 391	700 608	738 024	779 765	820 097	858 195	854 558	873 032	885 004	893 898	-17,1%
Monde (M)	1 576 790	1 688 729	1 721 965	1 727 612	1 715 303	1 690 851	1 687 376	1 715 320	1 715 300	1 734 646	1 779 963	1 822 078	4,6%
													2,2%
													10,8%
													17,9%
													-2,1%
													1,5%
													23,9%
													4,6%
													1,4%
													2,6%

Note : Les pays ne contribuent au total de l'UE qu'à partir de l'année de leur adhésion (grisé = pas encore membre de l'UE) ; 2004-2006 = UE 25 ; 2007-2013 = UE 27 avec l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie ; à partir du 1^{er} juillet 2013 = UE 28 avec l'adhésion de la Croatie.

Source : SIPRI Military Expenditure Database, http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database

ANNEXE 4.

LES 40 PRINCIPAUX EXPORTATEURS, 2014-2018.

INDICATEUR DE TENDANCE (MILLIONS TIV)

	2014	2015	2016	2017	2018	2014-2018
1 États-Unis	9 601	9 931	9 955	12 485	10 508	52 480
2 Russie	5 387	5 842	6 685	5 741	6 409	30 064
3 France	1 643	2 017	2 218	2 302	1 768	9 948
4 Allemagne	1 790	1 759	2 518	1 980	1 277	9 324
5 Chine	1 160	1 845	2 360	1 227	1 040	7 632
6 Royaume Uni	1 651	1 179	1 367	1 235	741	6 173
7 Espagne	1 050	1 163	471	820	1 188	4 692
8 Israël	393	721	1 441	1 254	707	4 516
9 Italie	671	664	619	802	611	3 367
10 Pays-Bas	631	461	471	1 132	369	3 064
11 Corée du Sud	163	101	479	751	1 083	2 577
12 Ukraine	622	342	471	293	224	1 952
13 Suisse	336	466	215	184	243	1 444
14 Turquie	189	292	315	245	364	1 405
15 Suède	335	182	269	84	134	1 004
16 Canada	202	346	120	64	84	816
17 Norvège	164	212	122	153	64	715
18 Émirats arabes unis	73	128	92	103	113	509
19 Tchèque, rép.	26	150	148	98	64	486
20 Belarus	68	142	152	50	56	468
21 Australie	97	87	134	98	38	454
22 Émirats arabes unis	65	58	75	103	149	450
23 Brésil	42	41	111	47	111	352
24 Finlande	91	19	62	58	68	298
25 Portugal	18	7	172	56	3	256
26 Jordanie	114	16	17	80	0	227
27 Inde	36	42	37	56	46	217
28 Indonésie	0	0	86	94	15	195
29 Bulgarie	14	70	61	30	7	182
30 Danemark	17	25	26	20	27	115
31 Ouzbékistan	0	34	68	0	0	102
32 Singapour	2	48	47	0	0	97
33 Iran	47	15	5	20	0	87
34 Serbie	10	35	23	2	0	70
35 Pologne	24	3	5	15	21	68
36 Pays non identifiés	26	11	18	7	6	68
37 Danemark	15	10	15	22	5	67
38 Slovaquie	8	3	18	22	12	63
39 Belgique	10	12	7	12	16	57
40 Grèce	0	0	0	30	0	30
Autres	62	39	36	49	17	203
Total	26 853	28 516	31 511	31 824	27 587	146 291

Source : SIPRI *Arms Transfers Database*, < <http://www.sipri.org/databases/armstransfers> >

ANNEXE 5.

LES 40 PRINCIPAUX IMPORTATEURS, 2014-2018.

INDICATEUR DE TENDANCE (MILLIONS TIV)

	2014	2015	2016	2017	2018	2014-2018
1 Arabie saoudite	2 741	3 334	2 923	4 060	3 810	16 868
2 Inde	3 334	3 065	3 021	2 917	1 539	13 876
3 Égypte	420	1 438	1 684	2 403	1 484	7 429
4 Australie	919	1 464	1 025	1 813	1 572	6 793
5 Algérie	430	858	2 873	962	1 318	6 441
6 Chine	1 137	1 169	1 041	1 190	1 566	6 103
7 Émirats arabes unis	791	1 266	1 193	1 074	1 101	5 425
8 Irak	636	1 422	1 730	966	596	5 350
9 Corée du Sud	721	272	1 113	1 068	1 317	4 491
10 Vietnam	1 218	862	858	755	546	4 239
11 Pakistan	770	849	864	752	777	4 012
12 Indonésie	1 188	445	383	1 220	354	3 590
13 Turquie	1 526	441	331	425	685	3 408
14 Qatar	55	518	896	664	816	2 949
15 Israël	546	687	609	536	498	2 876
16 États-Unis	548	516	446	524	613	2 647
17 Taïwan (Rép. de Chine)	1 078	630	97	493	129	2 427
18 Oman	715	127	423	777	316	2 358
19 Royaume Uni	211	397	259	952	533	2 352
20 Italie	140	252	762	729	311	2 194
21 Japon	293	329	328	454	696	2 100
22 Singapour	66	147	684	451	510	1 858
23 Azerbaïdjan	612	340	279	285	330	1 846
24 Maroc	560	47	287	485	387	1 766
25 Bangladesh	206	632	443	322	100	1 703
26 Canada	316	408	233	334	215	1 506
27 Thaïlande	95	160	333	309	578	1 475
28 Grèce	204	750	323	81	65	1 423
29 Koweït	692	339	162	111	88	1 392
30 Kazakhstan	95	444	248	214	309	1 310
31 Maroc	196	233	233	390	215	1 267
32 Norvège	16	154	151	352	537	1 210
33 Afghanistan	288	116	176	284	240	1 104
34 Mexique	98	334	328	224	26	1 010
35 Brésil	209	218	110	105	304	946
36 Birmanie	100	248	237	96	192	873
37 Finlande	196	293	160	81	130	860
38 Pologne	253	131	66	195	171	816
39 Turkmenistan	74	172	428	92	0	766
40 Pérou	152	212	222	64	92	742
Autres	3 011	2 800	3 554	2 617	2 522	14 504

Source : SIPRI *Arms Transfers Database*, < <http://www.sipri.org/databases/armstransfers> >

Note : La Belgique se classe à la 64^e place

LES RAPPORTS DU GRIP

2016/8	Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2016 , Luc Mampaey et Christophe Stiernon, 51 p. , 8 €	2017/10	La guerre oubliée du Yémen : impasse militaire, casse-tête politique et catastrophe humanitaire , Lauriane Héau et Christophe Stiernon, 40 p., 8 €
2016/9	Crise nord-coréenne : diplomatie, menace nucléaire et défense antimissile , Bruno Hellendorff et Thierry Kellner, 44 p. , 8 €	2018/1	Autonomie stratégique : le nouveau graal de la défense européenne , Frédéric Mauro, 36 p., 6 €
2016/10	RDC : les enjeux du redécoupage territorial. Décentralisation, équilibres des pouvoirs, calculs électoraux et risques sécuritaires , Michel Luntumbue, 28 p., 6€	2018/2	L'industrie de défense ukrainienne : un pied en URSS, l'autre dans l'OTAN , Denis Jacqmin, 36 p., 6 €
2017/1	Défense européenne : l'enjeu de la coopération structurée permanente , Frédéric Mauro, 52 p, 8€	2018/3	Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2018 , Luc Mampaey, 52 p. , 8 €
2017/1	PESCO : European defence's last frontier , Frédéric Mauro, 52 p., 8€	2018/4	Résumé du SIPRI Yearbook 2018 - Armements, désarmement et sécurité internationale Traduction GRIP, 32 p., gratuit
2017/2	RDC : enjeux et portraits autour d'un enlèvement électoral , collectif, 64 p., 8€	2018/5	Le Brexit et la défense européenne , Federico Santopinto, 52 p., 8 €
2017/3	Bosnie-Herzégovine, 25 ans plus tard, de la guerre à une difficile réconciliation , Georges Berghezan, 60 p., 8€	2018/6	Exportations d'armes au Maghreb : Quelle conformité avec la position commune? , Maria Camello, 36 p., 6 €
2017/4	Traité sur le commerce des armes, Le point sur les discussions et la mise en oeuvre par les États , Léo Gehin et Cédric Poitevin, 28 p., 6€	2018/7	La Chine après le «Printemps arabe» - Comblant le vide ? , Elena Aoun et Thierry Kellner, 60 p., 8 €
2017/5	Fonds européen de la défense - l'UE au secours de l'industrie , Federico Santopinto, 32 p., 6€	2018/8	L'Afrique des minerais stratégiques - Du détournement des richesses à la culture de la guerre , Ben Cramer, 44 p., 6 €
2017/6	Le remplacement des F-16 belges - Processus et enjeux , Denis Jacqmin, 48 p., 8€	2018/9	Le traité sur l'interdiction des armes nucléaires , Jean-Marie Colin, 52 p., 8 €
2017/7	Dépenses militaires, production et transferts d'armes - Compendium 2017 , SIPRI/GRIP, 52 p., 8€	2018/10	La composante nucléaire du complexe militaro-industriel français , Roland de Penanros, 20 p., 6 €
2017/8	Résumé du SIPRI Yearbook 2017 - Armements, désarmement et sécurité internationale , Traduction GRIP, 28 p., gratuit.	2019-1	Évolutions et défis du maintien de la paix. Recueil de publications de l'Observatoire Boutros-Ghali , collectif, 104 p., 10 €
2017/9	La Turquie après le putsch manqué : reconfiguration accélérée de l'exercice du pouvoir , Léo Gehin, 40 p., 6 €	2019-2	Résumé du SIPRI Yearbook 2019 - Armements, désarmement et sécurité internationale , Traduction GRIP, 20 p., gratuit

Abonnez-vous en quelques clics aux « Rapports du GRIP » : www.grip.org
4 numéros par an pour 40 € (frais de port inclus)

DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES - Compendium 2019

Ce rapport présente une synthèse des principales tendances et statistiques relatives aux dépenses militaires mondiales, à la production et aux transferts internationaux d'armements conventionnels, sur la base des *Fact Sheets* et des bases de données du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI).

En 2018, les dépenses militaires mondiales ont atteint 1 822 milliards de dollars, soit 2,12% du produit intérieur brut mondial et environ 244 dollars par habitant. Après treize années consécutives d'augmentation (1998 à 2011), et une stabilisation de 2012 à 2016, elles ont connu en 2018 une augmentation marginale de 2,6 % en termes réels. Les cinq pays les plus dépensiers en 2018 – dans l'ordre, les États-Unis, la Chine, l'Arabie saoudite, l'Inde et la France – représentent ensemble 60 % des dépenses militaires mondiales.

Le chiffre d'affaires cumulé réalisé dans la production d'armements par les 100 principaux producteurs d'armement dans le monde est évalué à 398,2 milliards de dollars pour l'année 2017. Il s'agit d'une augmentation de 2,5 % par rapport à 2016. Avec 42 entreprises listées dans le Top 100 – 4 de plus qu'en 2016 – les entreprises d'armements établies aux États-Unis représentent 57 % du chiffre d'affaires des entreprises du Top 100. En 2017, une entreprise russe, Almaz Antey, apparaît pour la première dans le Top 10.

Le volume des transferts d'armements conventionnels majeurs a augmenté de 7,8 % entre la période 2009-2013 et la période 2014-2018, en continuité avec la tendance à la hausse commencée au début des années 2000. Pour la période 2014-2018, les États-Unis, la Russie, la France, l'Allemagne et la Chine étaient les cinq plus grands exportateurs d'armes majeures et comptabilisent ensemble 74,8 % du volume total des exportations d'armes. Pour cette même période, les cinq plus grands importateurs étaient l'Arabie saoudite, l'Inde, l'Égypte, l'Australie et l'Algérie, représentant ensemble 35,1 % du total des importations d'armes.

Dr. Aude Fleurant (Canada/France) est Directrice de Programme au SIPRI. Pieter D. Wezeman (Pays-Bas/Suède) et Siemon T. Wezeman (Pays-Bas) sont chercheurs confirmés au SIPRI. Nan Tian (Chine/Afrique du Sud) et Alexandra Kuimova (Russie) sont respectivement chercheur et assistante de recherche du Programme armements et dépenses militaires au SIPRI.